

LE PATRIOTE

*Méfiez-vous
de l'homme
nu qui vous
propose
sa chemise.*

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

200 Frs

16^e année

Gouvernement

LES GRANDES ORIENTATIONS DU 7^{ème} SÉMINAIRE

Tenu aux tours jumelles de Mpila sous l'autorité du premier ministre Anatole Collinet Makosso, le 7^{ème} séminaire gouvernemental a été axé sur le « programme d'accélération de la mise en œuvre du plan national de développement et de la prise en charge des aspirations de la jeunesse ». Du 19 au 21 février 2024, les membres du gouvernement ont mis en place les projets à engager et évoqué des mesures concrètes à prendre dès 2024. Ils ont aussi décidé d'en préciser le financement et le chronogramme d'exécution.

☞ 4



Justice

DES ÉLÈVES DU LYCÉE 5 FÉVRIER RÉPONDENT DEVANT LES JUGES POUR DÉGRADATION DU DRAPEAU NATIONAL

☞ 13



CEEAC

PLUS RIEN NE VA ENTRE LE PRÉSIDENT ET SES COLLABORATEURS

La Commission de la Communauté Economique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) est traversée par de profondes divisions depuis l'arrivée à sa présidence en 2020 de l'Angolais Gilberto da Piedade Verissimo. Un nouveau document interne obtenu par RFI confirme la défiance persistante entre l'ancien général et ses équipes. Plusieurs responsables ont écrit à la CEEAC pour se plaindre de la gestion de son président.

☞ 8

FMC - Brazzaville

LOUIS ANDERSON OPITA ONA, CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE

☞ 6



L'ÉCONOMIE CONGOLAISE VUE PAR LE FMI, LA BANQUE MONDIALE ET LES AGENCES DE NOTATION

☞ 9

37^{ème} sommet de l'Union Africaine

LE NOUVEAU PRÉSIDENT ACCORDERA SA PRIORITÉ À L'ÉDUCATION ET À LA CONCRÉTISATION DE LA ZLECAF

Le 37^{ème} sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine s'est achevé dimanche 18 février 2024 à Addis-Abeba en Ethiopie. La trentaine de dirigeants du continent ayant fait le déplacement de la capitale éthiopienne a évoqué entre autres les crises politico-militaires et économiques qui secouent l'Afrique. Le chef de l'État mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani devient le nouveau président de l'Union Africaine. Dans une allocution de circonstance, le dirigeant mauritanien entend accorder pendant les 12 mois de sa mandature une place prépondérante à l'éducation afin de préparer les générations futures aux défis de notre siècle.



Photo de famille de l'UA

« Ensemble, nous avons tiré les leçons les plus importantes de la mise en œuvre de notre premier plan décennal et adopté le second pour les prochaines dix années, dans le cadre de la mise en œuvre de notre accord cadre 2063, a-t-il souligné. Nous avons donc défini nos priorités pour la prochaine période. Il s'agit globalement d'accorder à l'éducation, notre slogan pour cette année, la plus haute attention, afin de construire des systèmes éducatifs offrant un accès complet à une formation de qualité, adaptés au vingt-unième siècle ».

Le Président El Ghazouani, a particulièrement insisté sur la restauration urgente de la sécurité et de la stabilité sur le continent. Ce qui permet au Continent de pouvoir peser sur les grandes questions internationales. L'Union africaine, qui fait désormais partie du G20, ambitionne maintenant d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Le leader mauritanien a évoqué la nécessité de renforcer l'Union et la coopération continentale, sans lesquelles l'Afrique ne pourra s'imposer sur la scène mondiale.

Poursuivant son allocution, le nouveau président de l'Union Africaine a exhorté les dirigeants africains « à redoubler d'efforts pour restaurer la sécurité, la stabilité et la résolution pacifique des conflits intra-Étatiques ; de renforcer la présence de notre continent sur la scène internationale, notamment en obtenant un siège permanent pour l'Afrique au Conseil de

sécurité de l'ONU ; chercher à réformer le système financier international et à renforcer un système multilatéral qui sera plus juste et plus équitable. Nous allons nous concentrer par ailleurs sur la réalisation de la zone de libre-échange continentale et du programme d'infrastructures facilitant l'accès à cette zone ».

« L'Union africaine ne fait rien qui ne sorte de son rôle »

Rappelons que la 37^{ème} Conférence des chefs d'État et de gouvernement avait été marquée par le discours inaugural de Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine (UA). Il a profité de la dernière année de son mandat pour rappeler l'urgence politique et sécuritaire

qui mine le continent et fragilise gravement ses institutions.

De son côté, l'Ambassadeur Bankole Adeoye en sa qualité de Commissaire des affaires politiques du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine a relayé l'inquiétude des chefs d'État et de gouvernement concernant la déstabilisation fréquente du continent, par les putschs militaires. Il s'est référé aux six pays suspendus pour s'être écartés de la voie démocratique. On se souvient que tous ces putschs n'ont bénéficié d'aucune circonstance atténuante. « Si l'on prend la voie militaire plutôt que politique, la suspension est la sanction numéro un pour les changements anticonstitutionnels. C'est pourquoi, le Conseil de paix et de sécurité a appliqué une suspension à six reprises contre : le Soudan,



Entrée en fonction du nouveau président de l'UA

le Gabon, le Niger, le Mali, la Guinée-Conakry et le Burkina Faso, parce qu'ils ont bafoué les valeurs et les principes fondamentaux de l'Union africaine en matière de démocratie au sein de l'UA. »

Mais l'Ambassadeur Bankole Adeoye a aussi précisé que l'Union africaine soutient le processus de transition devant conduire rapidement à la restauration de l'ordre constitutionnel. « L'Union africaine ne fait rien qui ne sorte de son rôle. C'est pourquoi nous travaillons avec de nombreux acteurs, dont le PNUD, au lancement de ce que nous appelons la Facilité africaine de soutien à la transition inclusive en Afrique. Cette Facilité promeut l'engagement sur la façon dont de nombreux États

attente (FFA). Il a également salué le travail de médiation du président angolais João Lourenço, considéré comme champion de la médiation dans le dossier toujours brûlant des conflits dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Enfin, l'ambassadeur Bankole Adeoye a rappelé la nécessité de restaurer la sécurité et la paix dans les régions des Grands Lacs, au Soudan, la Corne de l'Afrique en passant par la Libye et le Sahel.

Luiz Ignacio Lula Da Silva a créé la sensation en parlant de la situation à Gaza

La crise au Moyen-Orient s'est également invitée à ce sommet, notamment avec la présence du Premier ministre palestinien Mohammad Chtayyeh. Dans un discours très offensif, il a accusé Israël de « tuer pour tuer » dans la guerre que l'État hébreu mène



Luiz Ignacio Lula Da Silva

membres suspendus peuvent avoir une transition politique similaire, efficace et inclusive. Nous travaillons donc avec eux sur leur programme de transition politique afin qu'ils puissent revenir au sein de l'Union africaine à condition de respecter l'ordre constitutionnel et d'organiser des élections libres, équitables, crédibles et transparentes. »

L'Ambassadeur Bankole Adeoye a toutefois rappelé que l'Union africaine a surveillé les élections dans 13 pays africains en 2023 et qu'elle va le faire pour les 15 scrutins de cette année. Preuve, selon lui, que le continent maintient son cheminement vers le renforcement des pratiques démocratiques. Il a exprimé aussi la nécessité de rendre opérationnelle la Force africaine en

à Gaza. Le président brésilien Luiz Inácio Lula Da Silva, qui a été l'invité d'honneur du sommet, a particulièrement été applaudi en plénière. Il a défendu la nécessité d'un nouvel ordre mondial, dans lequel l'Afrique devrait jouer un rôle prépondérant.

Si le dirigeant brésilien condamne les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, il a cependant qualifié l'opération militaire israélienne de « génocide », la comparant à l'extermination des Juifs par l'Allemagne nazie. Ce 37^{ème} sommet a également été marqué par les nombreuses divisions de ses États membres, au sujet de l'est de la RDC, entre la Somalie et l'Éthiopie, entre le Maroc et l'Algérie.

Patrick Yandza

DENIS SASSOU N'GUESSO PRÉSENTE LE RAPPORT DU COMITÉ DE HAUT NIVEAU SUR LA LIBYE

Profitant de sa participation au 37^{ème} sommet de l'Union Africaine (UA), Denis Sassou N'Guesso, a présenté le rapport circonstancié relatif aux efforts que déploie le Comité de Haut niveau sur la Libye qu'il préside depuis son avènement. Ce rapport couvre la période allant de février 2023 à février 2024. Il ressort de ce document qui retrace les principales activités menées par cette institution que des contacts permanents ont été régulièrement établis entre l'UA et les différentes composantes de la société libyennes. En tout cas, sans démagogie aucune, les observateurs avertis affirment sans ambages que le comité de haut niveau sur la Libye a parcouru son petit bonhomme de chemin.

On sait que rien n'a été donné d'avance, dans ce pays où tout doit être fait et refait, où la confiance, l'acceptation de l'autre et la tolérance nécessitent des efforts colossaux. Malgré ce climat délétère, des grands pas ont été marqués dans le sens de la tenue prochaine du dialogue inter-libyen qui constitue un préalable à l'organisation des élections générales dans ce pays. Le président du Comité de Haut niveau sur la Libye Denis Sassou N'Guesso a décrit dans ce rapport toutes les péripéties inhérentes à la recherche de la paix en Libye. « A plusieurs reprises, nos mandataires ont rehaussé de leur présence la quintessence des rencontres du Comité préparatoire de la conférence de réconciliation inter-libyenne. La tenue des réunions consultatives du 8 au 12 janvier 2023 à Tripoli et des rencontres du Comité préparatoire à Bengazi, Sebha, Zuwara qui participent de cette démarche inclusive et ouverte à tous, augurent d'un optimisme légitime sur la voie de la sortie de crise. De son côté, la grande commission préparatoire de la conférence de réconciliation inter-libyenne a tenu sa réunion inaugurale le 20 juillet 2023, à Brazzaville. A cette occasion, les parties libyennes en conflit, toutes tendances confondues, se sont retrouvées autour d'une même



Le président Sassou N'Guesso peu avant la présentation du rapport sur la Libye

table», a déclaré le président du Comité de Haut niveau sur la Libye.

Notons qu'à Brazzaville ou en Libye des réunions consultatives ayant eu lieu, ont accouché des résultats fructueux, a renchéri Denis Sassou N'Guesso qui a reçu personnellement certains leaders politiques libyens à l'instar du maréchal Khalifa Aftar, Mohamed El Morsi et Abdullah Al-Lafi pour rassurer les différents protagonistes de la crise libyenne. Pour le président du Comité de Haut niveau sur la Libye, la fréquence des rencontres et des contacts susmentionnés prouve à suffisance la volonté des libyens de dissiper les méfiances, les incompréhensions et les craintes pour rassurer toutes les parties libyennes ; de consolider le rapprochement des parties par le dialogue constructif ; d'approfondir les négociations engagés pour juguler les écueils et autres mobiles susceptibles de faire perdurer la crise libyenne.

Il sied de signaler en dernier ressort que l'Union Africaine, reste ouverte à une réelle convergence de vues avec la communauté internationale pour une sortie de crise en Libye. C'est dans ces directions que le président du Comité de Haut niveau a réaffirmé la nécessité d'une complémentarité des efforts avec les Nations-Unies, la Ligue Arabe et l'Union Européenne sur le dossier libyen qui n'a que trop duré.

Autre temps, autre mœurs

Le séjour du Président Denis Sassou N'Guesso à Addis-Abeba, a été marqué par des entretiens avec plusieurs personnalités dont trois présidents africains. Il s'agit de l'ancien

président du Nigéria Olusegun Obasanjo, facilitateur de l'UA et de l'ONU dans de nombreuses situations de crises qui secouent l'Afrique. On se souvient qu'il joue ce rôle en République Démocratique du Congo (RDC). Il est depuis 2021, le représentant de l'UA

pour la corne de l'Afrique. Le président de la République du Congo a également échangé avec le président de la RDC Félix Antoine Tshisekedi Tchilombo. Ces échanges qui se sont déroulés en tête-à-tête, ont forcément porté sur la consolidation des liens de bon voisinage, la préservation de l'environnement à travers le bassin du Congo qui se situe à cheval sur les deux pays et naturellement sur le retour de la paix à l'est de la RDC.

Autre personnalité de marque ayant été reçue par le président Denis Sassou N'Guesso, aura été la présidente de la République Démocratique Fédérale d'Ethiopie Sahle-Work Zewde. Au centre de leur entretien, la paix en Libye comme elle l'a déclaré à la presse congolaise au sortir de cette rencontre : « nous avons échangé sur le grand travail qu'il est en train de faire pour amener la paix et la stabilité surtout en Libye. Je suis confiante qu'entre ses mains, on pourra, avec la collaboration des autres, arriver à une solution. J'étais récemment à Brazzaville pour parler des femmes. Je connais son engagement envers la question du genre. C'est toujours un plaisir renouvelé de parler avec lui.»

Rappelons que Sahle-Work Zewde préside aux destinées de l'Ethiopie depuis le 25 octobre 2018.

A.O.

LA PARABOLE DE L'ÉLÉPHANT

L'ÉLÉPHANT NE TOMBE JAMAIS...

On entend souvent dire : « l'éléphant ne tombe jamais ». Ce qui ne manque de semer le doute. En fait, pour une meilleure compréhension de ce dicton, la sagesse se veut plus explicite, en affirmant distinctement que « l'éléphant ne tombe jamais pour une côte cassée ». Cette maxime s'appuie sur plusieurs occurrences tirées de la vie de cet animal hors pair. De nombreux cas permettent de conclure qu'il jouit d'une grande capacité à surmonter les épreuves : maladie, violence au sein du groupe ou mort d'un proche... Incontestablement, ces différentes épreuves influent sur le moral et le comportement. Mais, à en croire mon grand-père, l'éléphant n'est pas de nature à se laisser abattre, quelle que soit la violence du choc subi. Car, après un coup dur ou expérience douloureuse comme la fracture d'une côte, un éléphant qu'importe son âge, sait se relever et poursuivre sa route. La densité de son cœur lui permet de pouvoir se maîtriser et transformer l'épreuve en défi ; un défi à relever afin de continuer à vivre normalement. Même si les coups reçus laissent des blessures, il restera toujours le même... Chez l'éléphant, la résilience n'est pas une vue de l'esprit mais, une réalité vivante. Elle l'aide à prendre acte d'un traumatisme ou d'une blessure, mais aussi à apprendre à « vivre avec », puis à rebondir.

Quitte à changer de perspective, afin de s'affranchir d'un passé assommant, pour en sortir grandi. Il sait alors se reconstruire sans tomber dans la dépression. En dehors des moments de colère qui sont du reste exceptionnels, ce pachyderme jouit d'une grande capacité à dominer les moments douloureux de l'existence, en dépit de l'adversité qui caractérise la vie dans la jungle.

Selon mon grand-père, la résilience de l'éléphant est à la dimension de son énorme corps et de son esprit qu'il juge très profond. Mais, le vieillard insiste sur les deux cœurs de l'animal : l'un matériel, l'autre spirituel ; lesquels lui suggèrent alternativement des solutions à tout problème. Ainsi, l'éléphant, ce « bimoteur » ne s'écroule qu'au moment de la mort. Cette attitude résiliente est dynamique et passe par plusieurs phases de défense pour contrer les trajectoires négatives. Tel un humain, il passe par une révolte et un refus de se sentir condamné au malheur. La migration constitue la meilleure thérapie pour y parvenir. Mais, sa mémoire presque électronique lui permet juste de se souvenir des traumatismes subis et des auteurs des différentes scènes.

Jules Débel

LE PATRIOTE

Siège: 106 bis,
Rue Ewo - Ouenzé
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE
DU 25 MARS 2010

Directeur Général
Patrick YANDZA

Directeur de la Publication
Guy MOUKOZA

Equipe rédactionnelle
Laurent LEPOSSI,
Georges ENGOUMA,
Jules Débel,
Gulit NGOU,
Ernest OTSOUANGA
Dim-Martie MIZÈRE

Relationniste
Anderson de MBALOE,

Mise en pages

YENGO MALANDA

Impression
Offset
Journal Le PATRIOTE

Gouvernement

LES GRANDES ORIENTATIONS DU 7^{ème} SÉMINAIRE

Tenu aux tours jumelles de Mpila sous l'autorité du premier ministre Anatole Collinet Makosso, le 7^{ème} séminaire gouvernemental a été axé sur le « programme d'accélération de la mise en œuvre du plan national de développement et de la prise en charge des aspirations de la jeunesse ». Du 19 au 21 février 2024, les membres du gouvernement ont mis en place les projets à engager et évoqué des mesures concrètes à prendre dès 2024. Ils ont aussi décidé d'en préciser le financement et le chronogramme d'exécution.

Les débats ont porté sur « la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Plan national de développement 2022-2026 ; l'urgence de mettre en œuvre un programme de prise en charge des aspirations de la jeunesse dès cette année 2024 ; le besoin d'engager d'importants travaux d'assainissement et de réhabiliter des voies urbaines plus résilientes ». Ce 7^{ème} séminaire a eu aussi le mérite de se préoccuper de la mise en œuvre du plan d'urgence et de contingence face aux catastrophes humanitaires.

Les séminaristes ont passé en revue les mesures susceptibles d'être prises pour créer 10.000 emplois publics, civils et militaires et 90.000 emplois dans le secteur privé. Ils ont aussi fait l'inventaire des mesures concernant l'employabilité, l'entrepreneuriat, l'éducation et l'accompagnement des jeunes en rapport avec le programme « pro-jeunes », relatif à l'accès à l'emploi ; à la promotion de l'entrepreneuriat ; à l'éducation, la formation qualifiante et professionnelle ; à l'insertion et réinsertion des jeunes en conflit avec la loi ; à la promotion du civisme et

à l'occupation du temps libre des jeunes,

Tenant compte du faible niveau de ressources publiques et la difficulté à mobiliser les ressources privées susceptibles de financer le PND 2022-2026, seuls 47 des 343 projets phares ont été sélectionnés. Mais, un groupe de travail devrait être mis en place pour valider les projets retenus. En rapport avec l'assainissement et la résilience des villes ainsi que des communes, le gouvernement a recensé quelques actions urgentes à envisager à savoir : « abonder le Fonds national de l'entretien routier et de l'assainissement urbain ; dupliquer le modèle DURQuaP sur financement interne et sur la base de l'expérience acquise ; construire 50 km de routes pavées à Brazzaville et à Pointe-Noire ainsi que 10 km dans les villes d'Owando, Dolisie, Nkayi, Mouyondzi et Ouesso ; étudier la faisabilité de céder à la collectivité locale de Brazzaville la gestion de la société des pavées du Congo ; faciliter la création d'une unité de fabrication des pavées par la mairie de Pointe-Noire ; améliorer impérieusement le climat des affaires ; assurer la mobilisation des fonds de



A quand l'évaluation de l'impact des séminaires gouvernementaux ?

contrepartie afin de relancer les projets en partenariat initiés dans le secteur de l'assainissement ».

A propos de la mise en œuvre des actions d'urgence humanitaires, il a été rappelé que les graves inondations enregistrées en fin 2023 ont touché principalement les localités riveraines du corridor fluvial, les grands centres urbains et les localités riveraines du fleuve Niari. Les plus impactées ont été Brazzaville, Pointe-Noire, Likouala, Cuvette et Plateaux. D'autres localités l'ont été moyennement. Il s'agit du département du Pool, de la Sangha, Lékoumou, Kouilou, Niari et la Cuvette-Ouest.

A cet effet, le gouvernement a passé en revue le plan de contingence multirisques en

République du Congo et le plan triennal de contingences inondation (2023-2026) ainsi que le plan de contingence des personnes déplacées.

Quant à la mobilisation des revenus nécessaires au financement du programme national de développement, le gouvernement mettra sur l'optimisation des recettes fiscales, douanières et autres revenus courants de l'Etat. Il a relevé que l'amélioration des seules recettes fiscal-douanières n'étant pas suffisantes pour dégager des marges budgétaires pouvant financer les dépenses d'investissement souhaitées, la réflexion a porté sur d'autres niches, à l'instar du foncier, qui pourront être fiscalisées pour accroître les revenus de l'Etat.

Pour sa part, le chef du gouvernement a invité les ministres à trouver les ressources permettant de financer les projets identifiés et appelé certains départements ministériels stratégiques à s'investir davantage dans la mobilisation des ressources additionnelles. Anatole Collinet Makosso a réitéré l'importance de la rationalisation des dépenses, la réduction du train de vie de l'Etat et instruit l'accélération de la digitalisation des régies financières pour améliorer le recouvrement des recettes de l'Etat. Des groupes de travail sont chargés de finaliser les documents des sous programmes aux fins de les soumettre au conseil des ministres qui suivra.

M.S.

NINON GOUAMBA ET DAVE MAFOULA À L'ÈRE DES « MBONGUIS »

Les deux hommes sont des acteurs politiques de bords opposés. Ils sont tous hommes d'affaires et leaders d'opinion. Si Ninon Gouamba circonscrit son « Mbongui » à Brazzaville en ciblant exclusivement la conscientisation des jeunes, Uphrem Dave Mafoula de son côté, poursuit ses échanges avec les populations congolaises, conformément à ce qu'il appelle « Mbongui-tour » qu'il avait lancé dans le département du Pool.

Ninon Gouamba, député de la majorité présidentielle, veut servir d'exemple aux plus jeunes à travers son « Mbongui des jeunes : défis, enjeux et perspectives ». Lancé à Ouenzé, elle vient d'atteindre Moundali et se poursuivra dans tous les arrondissements de la capitale. Au quartier 48 qu'il a visité le 17 février 2024, ce leader politique, après avoir côtoyé le dénuement, la misère et la galère dans son enfance suite au décès de ses géniteurs, devient aujourd'hui un modèle de réussite. Il était

face aux jeunes dont la plupart ne croient plus en eux. Ces derniers lui ont fait part de leurs angoisses face aux difficultés. L'interlocuteur les a invités à mieux cerner les contours de « l'année de la jeunesse », décrétée par le président de la République Denis Sassou N'Gouesso, pour en tirer profit. Tel un encadreur, il a prodigué des conseils en prenant appui sur son propre exemple.

Dans l'ensemble, les jeunes voulaient en savoir davantage sur « les projets des élus pour la jeunesse ; les mesures



Ninon Gouamba face aux jeunes

préconisées par les élus face à la délinquance juvénile dans le quartier 48 où les Italiens s'affrontent avec les Apôtres ». Certains ont exposé leur situation personnelle et raconté les inégalités dont ils sont des vic-

times. Faute d'emploi décent, nombreux se réfugient dans la bière, la drogue, la délinquance et l'incivisme. Incroyable, réagit le député. Pour lui « Les jeunes eux-mêmes ne cernent pas le contenu, ne comprennent non

plus l'orientation politique, au point de réduire cette belle ambition présidentielle de l'année de la jeunesse à un slogan ». Il leur a dit qu'on ne réussit jamais dans la facilité et qu'être

Suite page 5

OFC Brazzaville

LES MISES EN GARDE DE CHARLOTTE OPIMBAT

La fédération Brazzaville de l'Organisation des Femmes du Congo (OFC) a changé de main le 18 février 2024 au terme de la campagne de restructuration de ses instances. C'est Charlotte Opimbat députée de son état qui succède à Esther Gayama Ahissou. Juste après son élection, elle a annoncé les couleurs de sa gouvernance et prévient qu'elle ne tolérera ni querelles, ni division.

Elue à la tête du secrétariat exécutif fédéral de Brazzaville de l'Organisation des Femmes du Congo (OFC) pour un mandat de cinq ans, Charlotte Opimbat aura la lourde mission de revitaliser l'union catégorielle des femmes du Parti congolais du travail. Ce faisant, cette organisation renforcera ses marques pour accompagner le parti dans l'unité à l'occasion de ses futures batailles, comme cela fut le cas sous Esther Gayama Ahissou. La nouvelle présidente en est consciente puisqu'à sa première prise de parole elle prévient qu'elle

n'entretiendra et ne cautionnera ni querelles, ni divisions, « car je ne sais pas le faire, mais je travaillerai davantage pour la cohésion et la promotion de l'esprit militant et fraternel ». Députée depuis des années, Charlotte Opimbat est une femme politique de grande expérience. Membre du comité central du PCT et de l'OFC, elle entend accomplir sa mission en compagnie d'autres femmes du bureau élues, à l'instar de Mireille Opa née Elion, membre du comité central du PCT et de l'OFC, en qualité de secrétaire à l'organisation et à la mobilisation ; Alda Foudou née Ayessa,



La députée Charlotte Opimbat

secrétaire à l'administration et aux ressources humaines ; Collette Pewo secrétaire aux fiances et patrimoine ; Inès Mouele Ondai secrétaire aux

relations extérieures et affaires juridiques ; Patricia Tendele secrétaire à la santé, hygiène publique et environnement ; Auréole Makosso épouse

Mounthou secrétaire à éducation, formation et emploi ; Yenie Ossete née Mberi secrétaire chargée des personnes vulnérables et des minorités ; Nadège Zoula secrétaire à (économie ; Georgette Ingani, secrétaire au commerce et secteur informel ; Grace Ivosso secrétaire à la culture, sports, arts et loisirs ; Anastasie Ossangatsama secrétaire chargée des mutuelles sociales et solidarités ; Estelle Bikoumou secrétaire à la communication et relations publiques. Elle reconnaît l'ampleur des défis à relever et compte sur l'implication de ses collaboratrices du bureau fédéral. « Grâce à votre perspicacité et votre militantisme avéré. Nous atteindrons, assurément, nos objectifs. J'invite les membres de la fédération, tous les comités et toutes les sections, à se ranger en ordre de bataille, dès maintenant, pour la grande mobilisation », a déclaré la présidente fédérale de l'OFC Brazzaville, fraîchement élue.

E.O.

NINON GOUAMBA ET DAVE MAFOULA À L'ÈRE DES « MBONGUIS »

Suite de la page 4

Kuluna ou bébé noir, c'est faire preuve d'irresponsabilité. « Les voyous ont toujours mal terminé. Nul ne réussit s'il ne se prépare. Il faut toujours s'investir. La réussite est la rencontre entre la préparation et l'opportunité. La voie par excellence de la réussite est l'instruction. Dites aux bébés noirs de laisser, car ils ne réussiront jamais dans cette voie. Le président veut pour cette année que les jeunes soient au centre de l'action politique », conclut-il en promettant que les doléances recueillies seront rassemblées dans un document qui sera transmis à qui de droit. Pendant ce temps, le jeune opposant, président du parti Les souverainistes (LS) Uphrem Dave Mafoula était à Ollombo, département des plateaux en tournée nationale pour écouter le Congo profond, après le Pool. Devant ses interlocuteurs, il a tout entendu. De la déception des populations vis-à-vis de gouvernants, en passant par la colère des hommes et des femmes qui réclament des choses à l'Etat, tout a été dit. Le désarroi des habitants a été exprimé. Les problèmes sont nombreux et se posent en termes d'accès à l'eau potable, à l'électricité, aux soins de santé, cherté de la vie et aux conditions d'éducation scolaire. « Les gens souffrent. Le centre de santé intégré manque de tout.



Dav Mafoula (micro en main) devant ses interlocuteurs

Les femmes enceintes doivent se rendre à Abo dans le district d'Oyo département de la Cuvette, pour l'échographie », a lancé sous les acclamations, celui qui a ouvert le bal des interventions. Il ajoute, « les jeunes sont taxés de tous les maux, alors qu'ils ne sont pas pris en charge. Tandis qu'ailleurs, leurs congénères ont des petits métiers. Vous, les politiciens venez nous tromper tous les jours. S'agissant de l'eau potable, il n'y en a pas. Les quatre forages installés sont l'apanage de quelques-uns. Le marché est caché dans un coin. Il y a un espace réservé au nouveau marché sur la voie principale, mais après avoir délogé les gens, les travaux n'ont toujours pas démarré ». Sur cette voie balisée par

l'auditoire, Uphrem Dave Mafoula parle du déficit de culture démocratique. « Il y a une déception. Il faut que les hommes politiques arrivent à créer des conditions pour que nous ayons une véritable culture démocratique. Nous nous rendons bien compte qu'il y a cette absence de culture démocratique. Le peuple réclame une chose : le changement de la manière de faire ». Mais, il n'est pas fataliste. « Le meilleur est à venir », rassure-t-il. Comme dans le Pool, l'occasion lui a permis de mettre sur pied, l'antenne LS à Ollombo, conduite par un bureau de six membres. Ce bureau est dirigé par Nicodème Ambendé.

Ernest Otsouanga

Lékoumou

UN FORAGE D'EAU POTABLE AU DISTRICT DE MAYÉYÉ

Le quartier n° 1 du district de Mayéyé dispose désormais d'un ouvrage d'alimentation en eau potable. La cérémonie de remise officielle de cette infrastructure s'est déroulée sous l'autorité du Sous-préfet de cette entité Bernard Ngoulou, en présence du conseiller politique du sénateur Sylvain Bitá et des conseillers départementaux, des sages, des notabilités traditionnelles et des chefs de quartiers.

Selon les données techniques, ce forage qui a une capacité de 5 000 litres à une profondeur de 60m et débite 1m³ /h. Il est également équipé d'une pompe émergée de 40m et connecté au réseau de la société Energie Electrique du Congo. Dans son discours de circonstance, le Sous-préfet du District de Mayéyé Bernard Ngoulou a rappelé à son assistance, qu'en 2012 le projet PURAC par l'entremise de la Société FORECO avait résolu d'installer des forages manuels, dont quatre dans certains villages qui avaient été identifiés et deux au centre-ville de Mayéyé. Aujourd'hui a-t-il fait savoir un fils du pays après avoir été élu sénateur de la République a suivi les cris de cœur de sa population qui déclarait qu'il manquait de l'eau potable au centre-ville de Mayéyé. Pour ce faire, il a ouvert son cœur pour offrir ce système d'adduction d'eau potable en vue d'épargner les populations des maladies hydriques. Avant de clore son

propos, le premier citoyen du district de Mayéyé a exhorté les utilisateurs de ce joyau à plus de sérieux pour bien conserver ce forage. Remettant officiellement l'ouvrage au Sous-préfet du district de Mayéyé au nom du Sénateur, le Conseiller politique Sylvain Bitá a dit que : lorsque le cœur du donateur est bon, la conscience du bénéficiaire ou de celui qui reçoit est mise à l'épreuve. C'est pour dire que ce forage doit être utilisé à bon escient. Même son de cloche du côté du chef-lieu du Département de la Lékoumou, où l'hôtel de la ville de Sibiti où un château d'eau, tombé en défection depuis 4 ans a été réhabilité sur fonds propres par le sénateur Jean Marie Andziba Epouma. La cérémonie de mise en service de ce château était placée sous les auspices du Président du Conseil Municipal, Maire de la ville de Sibiti Mbou Sambala.

Jean Leboussou Adama

LA FMC À LA QUÊTE DE NOUVEAUX HORIZONS

La structuration et la restructuration de la Force montante congolaise (FMC) est en cours depuis le 17 février dernier. Cette option fera d'elle, à en croire Osdet Vadim Mvouba son premier secrétaire, une force de mobilisation à part entière, capable de mieux défendre ses opinions, d'enrichir le débat démocratique et de devenir une véritable force d'encadrement.

Le coup d'envoi de cette campagne de structuration et de restructuration des organes de base et intermédiaires de la Force Montante Congolaise (FMC), a été donné le 17 février 2024. Lancé par Christian Mbot, secrétaire fédérale à la jeunesse du PCT Brazzaville, cette campagne a eu lieu devant les responsables, membres et sympathisants de la FMC. On avait noté la présence très remarquée de Osdet Vadim Mvouba, premier secrétaire de cette organisation juvénile du PCT. La campagne a coïncidé avec la célébration du dixième anniversaire de cette union catégorielle du PCT. Elle vise sa redynamisation afin d'ouvrir les écluses des horizons plus

sûrs et bien meilleurs. Dans son discours, Christian Mbot a félicité la grande mobilisation et déclaré qu'elle augure une bonne et heureuse suite des opérations, tant cette campagne abrège la longue attente, ayant impacté négativement le fonctionnement de l'organisation. « *Heureusement que malgré cet handicap structurel, les jeunes ont donné le meilleur d'eux-mêmes aux fins de relever aux côtés du PCT, les défis majeurs dont les élections qui se sont enchaînées depuis 2021* », a-t-il avoué. Il a rappelé que cette campagne marque l'effectivité de l'impératif de structuration et de restructuration des organes intermédiaires et de base, question de raviver la flamme



La FMC à la recherche de l'efficacité

et la vie de l'organisation. L'homme-orchestre de la FMC, Osdet Vadim Mvouba a rendu hommage à son prédécesseur et à bien d'autres cadres et militants qui se sont donnés bec et ongle pour la bonne marche de la structure. Parlant du chemin parcouru par cette organisation depuis sa création, Osdet Vadim Mvouba a fait l'éloge d'une décennie « *d'apprentissage, d'humilité, d'engagement pour participer au rayonnement*

des valeurs socio-démocrates; gagner en maturité pour participer au rayonnement du PCT dans sa quête du bien-être collectif ». A propos de la campagne, il déclare : « *il nous fallait structurer et restructurer nos organes intermédiaires et de base pour devenir une force de mobilisation à part entière; défendre une opinion donnée; devenir une force de communication à part entière; enrichir le débat démocratique;*

devenir une véritable force d'encadrement; être dans toutes les rues possibles, dans les quartiers, arrondissements, départements, districts et sur l'ensemble du territoire national; pour faire briller la vision du camarade Denis Sassou N'Guesso en matière de développement et d'accompagner avec force et détermination, le gouvernement dans son impérieux devoir de traduire dans les faits la vision politique du chef de l'Etat ».

Le premier secrétaire pose des garde-fous pour l'atteinte du but visé et interpelle ceux qui ont des rôles à jouer « *à faire preuve d'objectivité, de minutie, d'attention et de vigilance dans le choix des animateurs* ».

Il s'est aussi adressé à l'opposition en ces termes : « *la politique n'est pas une guerre totale, mais un combat d'idées. Le destin du Congo est étroitement lié avec celui d'un homme à la dimension exceptionnelle. Il s'agit bel et bien du camarade Denis Sassou N'Guesso* ».

Marlène Samba

FMC - Brazzaville

LOUIS ANDERSON OPITA ONA CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE

Président de la section 63 du Parti congolais du travail (PCT) Djiri et membre du comité central de la Force Montante Congolaise (FMC), Louis Anderson Opita Ona (LAO) rêve de porter haut, l'étendard de la FMC à Brazzaville. Il postule ainsi à la présidence de la fédération FMC de la capitale politique du Congo.

Louis Anderson Opita Ona (LAO) veut mettre son expertise, son expérience, son énergie et son génie au service de la FMC Brazzaville. Ses intentions de présider aux destinées de l'organisation juvénile du PCT dans la capitale politique ont été mises en lumière au cours du lancement de la campagne nationale de structuration et de restructuration, le 17 février dernier à Baongo. Cette campagne qui a été présidée par le secrétaire permanent, concerne les organes intermédiaires et de base de cette organisation de jeunesse du PCT. Le but étant de renouveler les bureaux fédéraux, des comités et sections afin de donner à l'organisation un nouveau souffle qui lui permettra de mieux s'imposer sur l'échiquier politique national. Figure emblématique parmi les candidats à la présidence de la fédération de Brazzaville, Louis Anderson Opita Ona milite avec zèle, fervent et abnégation au sein du comité PCT-Djiri où il est président de la section 69 et membre du comité central de la Force Montante Congolaise. Il est présenté comme « *candidat idéal et donc l'homme qu'il faut à cette place* ». A ce titre, il serait déjà « *plébiscité par un*



Louis Anderson Opita

grand nombre de comités de Brazzaville » et n'aurait « *plus un seul obstacle pour prendre la tête de la fédération de Brazzaville à la suite de l'appel du Secrétariat permanent, en vue de redynamiser ses troupes et renouveler les instances de base* ».

Après 11 ans d'existence, la Force Montante Congolaise est face à son destin. Cette

période de restructuration et structuration des organes intermédiaires doit donc être prise au sérieux.

Premier candidat officiellement déclaré à la présidence de la FMC Brazzaville, LAO « *marque positivement bon nombre de camarades de la FMC qui trouvent en lui, un fervent défenseur des valeurs prônées par le PCT, un militant*

qui a su se démarquer par son travail remarquable en 2021, alors membre de l'équipe de campagne élargie du président de la République Denis Sassou N'Guesso à Djiri. Ce dernier a le profil qui répond aux attentes de la fédération, afin de poursuivre le travail déjà amorcé par son prédécesseur et faire face aux enjeux à venir en mettant le militant au cœur de l'action », chuchote son entourage.

Une fois élu, il aura à « *redynamiser, mobiliser et fédérer via les sections et les comités en s'appuyant sur les hommes de terrain, tout en mobilisant les ressources dans le but de conforter les positions de la majorité acquise au camarade Denis Sassou N'Guesso, président du comité central du PCT, face aux enjeux électoraux à venir. C'est pourquoi, les comités de la FMC jettent leur dévolu sur sa modeste personne pour prendre la tête de la fédération de Brazzaville* », disent ceux qui l'accompagnent dans cette quête.

Un homme au service des autres

Pour eux, Louis Anderson Opita Ona est un homme qui a toujours été et qui sera toujours au service des autres; au service du parti; au service de la FMC et au service de la République.

Né le 02 juin 1989 à Brazzaville, il est le deuxième enfant d'une fratrie de trois enfants. Père de deux enfants, le jeune cadre démarre ses études primaires en 1996 à Brazzaville. Il les poursuivra ensuite à l'école catholique Sainte-

Croix de Makoua dans les années 2000. Déclaré admis au Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) et au concours d'entrée en 6^{ème}, il entre au C.E.G Champagnat de Makoua.

En 2005, il regagne Brazzaville et satisfait à son Brevet d'études premier cycle (BEPC) puis à son baccalauréat série A4 au lycée Thomas Sankara. Sur les pas de son père, un magistrat de renom et cacique de l'Union de la jeunesse socialiste congolaise, Louis Anderson Opita Ona s'inscrit à la faculté de droit de l'Université Marien Nguabi où il se distingue dans les mouvements syndicaux des étudiants et intègre le PCT. Opita obtient une licence en droit public, option administration publique en 2013.

A la recherche d'une vie meilleure, LAO quitte la faculté de droit, laissant derrière lui son année de master, pour se lancer dans les affaires. Ambitieux, amoureux du travail bien fait et du goût du risque, il crée les établissements Louis-Services, spécialisés dans la vente des fournitures de bureaux, du matériel informatique et des moyens logistiques. Depuis 2022, il est le responsable administratif et financier du projet Volontariat de l'enseignement technique et professionnel, le plus grand projet du ministère cumulativement avec ses fonctions de Responsable administratif et financier de l'Institut technologique et professionnel d'Oyo (IPTO).

Marlène Samba

Entreprises publiques congolaises

LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES DU CONGO, L'OISEAU RARE DE LA RÉUSSITE

Lors de sa dernière parution, le journal Le Patriote a fait état d'un constat sur la situation des Entreprises publiques congolaises, ce à la suite du Forum des Entreprises Publiques de l'Afrique Centrale tenu récemment à Brazzaville. Le forum planchait sur les moyens de financement des Entreprises publiques. Ce constat révèle que sur près de 10 Entreprises publiques de notre pays consultées, deux seulement ne sont pas suspendues aux subventions de l'Etat pour espérer avoir un bilan positif. Il s'agit de Congo TELECOM et de la Société Nationale des Pétroles du Congo, (SNPC). Après l'opérateur historique des télécommunications du pays, le tour revient aujourd'hui à l'Entreprise que dirige avec maestria son Directeur General, Maixent Raoul Ominga

La Société nationale des pétroles du Congo occupe une place stratégique dans l'économie congolaise. Ce, au regard de l'importance dans le secteur dans lequel elle se situe, en l'occurrence le pétrole qui intervient à hauteur de 70 % dans le budget de l'Etat. La société nationale des pétroles du Congo joue un rôle effectif sur toute la chaîne de l'industrie pétrolière de notre pays. La recherche, la production, la transformation, le transport et la commercialisation des hydrocarbures liquides ou gazeux s'inscrivent dans ses activités. A cela s'ajoute sa participation à l'élaboration de la politique gouvernementale relative à la gestion des hydrocarbures ou gazeux. Mais autant aux opérations de contrôle et de vérification exercées par l'Etat. Des observateurs avertis du secteur, non seulement soutiennent que cette Entreprise publique à caractère commercial et industriel n'est pas assujéti aux subventions de l'Etat mais aussi

elle contribue puissamment au renforcement des capacités de l'Etat. Ceci de manière directe ou indirecte.

La SNPC soulage l'Etat

En effet, la SNPC aide l'Etat en intervenant dans les réponses à donner aux nombreuses problématiques qui couvrent la société et qui sont éloignées de l'objet premier de la SNPC. Il s'agit de la responsabilité sociétale que l'Entreprise doit assumer. Dans ce sens, la Société Nationale des Pétroles du Congo est présente dans le domaine de la santé ce, à travers la réhabilitation ou la construction des établissements de santé et leur équipement. Il en est ainsi du centre de santé intégré de Kombo Matari. Ce centre a été réhabilité grâce à l'intervention de cette Entreprise. Il en est de même pour le complexe sanitaire de Tala Ngai qui a bénéficié d'une nouvelle maternité. L'hôpital Edith Lucie Bongo d'Oyo a, quant à lui, été gratifié des kits d'hémodialyse. La liste des interventions sur

le plan sanitaire est loin d'être complète. Dans un domaine voisin de la santé, l'eau potable, la SNPC a sorti 11.600 habitants de la dépendance à cette eau insalubre qu'ils consommaient depuis des lustres à leur risque et péril pour leur offrir de l'eau potable issue des forages réalisés de ses propres efforts. Ces heureux et vaillants concitoyens habitent les villages compris entre Yie et Odziba sur la RN2 dans le département du Pool. Il n'y a pas que l'eau. L'électricité y compris avec des lampadaires a chassé l'obscurité pour leur apporter la lumière. La problématique de l'environnement, notamment le développement durable n'as pas échappé à la SNPC, loin s'en faut! Ainsi elle a passé récemment un contrat avec FMC en vue de la réalisation du projet Eco Zamba. Il se propose de procéder à la création d'une plantation forestière et d'agroforestière sur 50 mille hectares dans la région des plateaux batékés. Ce projet, selon ses promoteurs, permettra la mise

en œuvre d'une sylviculture régénératrice des sols et des écosystèmes forestiers.

Un indice de bonne tenue des comptes

Ces multiples interventions de la SNPC laissent dire aux observateurs avertis que cette Entreprise publique se trouve en de bonnes mains. En effet la diversification que l'on observe dans les activités de cette Entreprise ne serait pas possible si la trésorerie de l'Entreprise recelait des trous béants. En d'autres termes, si la gestion était scabreuse. D'ailleurs, l'audit des états financiers annuels de l'Entreprise au 31 décembre ont été jugés réguliers et sincères. On aurait assisté plutôt à une inflation des déficits dans les différentes composantes du groupe SNPC. Elle se traduirait par des fermetures. Or le management Maixent Raoul Ominga est conçu de sorte que l'Entreprise ne soit pas que résiliente mais offensive. Il n'est pas superflu de rappeler que la SNPC se meut dans un secteur

fragile. Les changements imprévisibles à la baisse de la production pétrolière et autant des prix sur le marché sont mauvais pour l'Entreprise. Pour anticiper ce type de désagrément, le Directeur General Maixent Raoul Ominga joue la carte de la diversification des sources de revenus depuis quelques années. Ainsi, depuis le 14 septembre 2023, il est sur l'exploration et l'exploitation du potentiel gazier du pays. Les tractations qui se mènent actuellement avec les partenaires en vue de l'exploitation et la vente du gaz naturel liquéfié, laissent augurer de très bonnes perspectives. Ce, non seulement pour l'Entreprise mais également pour le pays. Le moins qu'on puisse dire est que le DG grâce à sa vision vient d'ajouter une corde à son arc, en l'occurrence la production du gaz naturel liquéfié. Avec cette stratégie lumineuse, il n'est pas aventureux d'avancer que le gouvernement peut toujours ranger les subventions pour voler au secours des autres des Entreprises souvent qualifiées de canard boiteux. Ainsi s'exprime le management de Maixent Raoul Ominga, le DG de la SNPC. Le dynamisme qui caractérise les deux managers à la tête des Entreprises publiques qui relèvent le défi, notamment Yves Castanou pour Congo Telecom et Maixent Raoul Ominga pour la SNPC, n'est pas étranger au qualificatif qu'on leur donne, à savoir les oiseaux rares.

Laurent Iepossi

REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° CG-006-PANC-SC23 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN AUDITEUR INTERNE DE PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un don et un prêt du Programme d'Investissement Forestier (PIF) gérés par l'Association internationale de développement (IDA), pour financer le Projet Agroforesterie Nord Congo (PANC). Une partie de ces ressources financières sera utilisée pour le paiement du contrat de prestation de services d'un auditeur interne.
2. Les services de consultant (« les Services ») comprennent : la vérification de l'application, par l'Entité, des procédures édictées par les manuels de procédures dans les domaines de l'administration générale, de la gestion financière et de la passation des marchés et également de l'observance par l'Entité des principes et directives figurant dans le manuel d'exécution des projets.
3. La durée nécessaire pour accomplir la mission est de quarante (40) jours à compter de la date de signature de l'Ordre de Service.
4. L'Unité de Coordination du Projet Agroforesterie Nord Congo (UCP-PANC) invite les candidats à fournir en français un dossier de manifestation d'intérêt comprenant, les informations concises sur leurs capacités techniques et les expériences (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.), démontrant qu'ils sont qualifiés pour la mission y relative.
5. La liste restreinte contiendra huit (08) Consultants à présélectionner.
6. L'attention des consultants intéressés est attirée sur la section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (FPI) » de la Banque mondiale, édition de novembre 2020.
7. Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit indépendant et/ou d'Expertise Comptable de réputation internationale, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF ou de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), et ayant une expérience confirmée (5 ans au minimum) en audit interne des projets de développement.
8. Les critères de présélection sont les suivants : a). Avoir réalisé des missions similaires ; b). Avoir une expérience confirmée d'au moins 10 ans en audit des projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux, notamment la Banque mondiale;
9. Les consultants peuvent s'associer à d'autres prestataires pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un consortium et/ou d'une sous-traitance.
10. Un participant sera sélectionné par la méthode qualification des Consultants, conformément aux dispositions décrites dans le Règlement de passation des marchés.
11. L'intérêt manifesté par un Consultant n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.
12. Les Consultants intéressés peuvent consulter les Termes de Référence (TDRs). Ces TDRs sont disponibles à l'adresse ci-dessous :
Projet Agroforesterie Nord Congo (PANC), à Brazzaville, Camp Clairon Case A2, Avenue Maréchal LYAUT, Centre-Ville, République du Congo ; Tél : 06 817 06 33 / 05 616 95 74 ou par email à l'adresse électronique suivante : pancongo2022@gmail.com
13. Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être envoyés à l'adresse ci-dessus accompagné d'un support électronique dans une clé USB, et porter en objet la mention « Recrutement d'un Auditeur Interne du Projet Agroforesterie Nord Congo », au plus tard le 21 mars 2024 à 16h00 (heure Brazzaville).

La Coordinatrice du PANC

Digitalisation des marchés publics

LA COMMISSION EN CHARGE DES OPÉRATIONS DÉJÀ À L'ŒUVRE

Les procédures d'élaboration, de négociation, de passation voire de contrôle des marchés publics se feront désormais en temps réels et en toute transparence. La dématérialisation du processus, permettra non seulement à l'Etat d'engranger des bénéfices mais aussi de financer d'autres projets. Le ministre du budget, des comptes publics et du portefeuille public Ludovic Ngatsé a ouvert les travaux le 20 février, après la réunion des experts qui s'est tenue le 19 février 2024.



Photo de famille à la clôture des travaux

Les travaux de la commission chargée de la relecture, la mise à jour et la validation du cahier de charges du projet de digitalisation des marchés publics se sont déroulés à Kintélé du 19 au 24 février 2024. L'ouverture des travaux s'était déroulée devant des représentants des partenaires techniques du Congo dont la représentation du Programme des Nations

unies pour le développement, Adama-Dian Barry. La recherche de l'efficacité et de la performance a conduit le Congo à expérimenter le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP). Cette plateforme numérique qui a été lancée en 2017, intègre le Projet des Réformes Intégrées du Secteur Public (PRISP). Malgré ses avantages le SIGMAP avait été

arrêtée en 2019 parce que ses piliers étaient en déphasage avec les évolutions technologiques. Mais, ces avantages ont conduit le gouvernement à l'implémenter sur des bases plus modernes et adaptées aux conditions de passation, de contrôle et d'exécution des marchés. Dans son mot de circonstance, le ministre Ludovic Ngatsé signale que « le SIGMAP avait

permis d'obtenir plusieurs livrables qui ne correspondaient malheureusement plus aux réalités juridiques et institutionnelles. D'où la nécessité de sa relance et de son adaptation aux évolutions qui feront que le Congo se dote d'un logiciel aux fonctionnalités de pointe et plus proches du système désiré ».

Ainsi, les travaux de la commission chargée de la relecture, la mise à jour et la validation du cahier de charges du projet de digitalisation des marchés publics ont consisté à « mener à terme, à la mise à jour des documents qui avaient été rédigés en 2018 afin de les adapter au contexte réglementaire et institutionnel actuel ». « L'informatisation, la dématérialisation et la digitalisation des procédures administratives sont des outils puissants d'amélioration de la qualité du service public, en rapprochant l'administration des citoyens et en renforçant la lutte contre la fraude, les antivaleurs et la corruption, tout en éliminant l'opacité et les interactions humaines », a renchéri le ministre Ludovic Ngatsé.

A en croire les documents y afférents, cet atelier s'inscrivait dans le cadre de l'application des articles 49 à 52 du code des marchés publics qui « prévoient la possibilité pour les acteurs de la commande publique, de procéder de manière dématérialisée, aux avis d'appel d'offres, à la publication des résultats d'attribution des marchés publics, d'afficher

des statistiques, ainsi que les décisions du comité de règlement des différends dans les marchés publics ».

En effet, la relance du SIGMAP sur de nouvelles bases, vise à garantir une transparence dans le processus de passation des marchés et une meilleure maîtrise des délais, grâce à des outils les plus puissants de gestion administrative et financière, pour plus d'efficacité et de résultats, dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Le SIGMAP renforce la transparence dans la gestion des budgets en ce sens que, « les ressources utilisées dans l'achat des biens et services représentent une bonne partie du budget de l'Etat ». Il garantit la diligence, la transparence et la bonne gestion des marchés publics qui permet de réaliser les économies sur le budget de l'Etat, d'éviter les devis très onéreux et repositionner les dépenses sur d'autres besoins des populations selon le PNUD. La représentante de cette institution onusienne se dit heureuse d'accompagner le Congo dans la certification du processus de passation des marchés et à l'aligner aux standards internationaux.

Aussi affirme-t-elle, la numérisation des marchés publics par la dématérialisation, implique la modernisation et l'automatisation des procédures ; facilite l'accès aux marchés de l'Etat, en assure la transparence et l'accès à tout le monde.

Henriet Mouandinga

CEEAC

PLUS RIEN NE VA ENTRE LE PRÉSIDENT ET SES COLLABORATEURS

La Commission de la Communauté Economique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) est traversée par de profondes divisions depuis l'arrivée à sa présidence en 2020 de l'Angolais Gilberto da Piedade Verissimo. Un nouveau document interne obtenu par RFI confirme la défiance persistante entre l'ancien général et ses équipes. Plusieurs responsables ont écrit à la CEEAC pour se plaindre de la gestion de son président.

En effet, captée à Brazzaville le 22 février 2024, la Radio France Internationale (RFI) a cité les propos d'un membre de la CEEAC en ces termes : « l'ambiance est glaciale et le climat empoisonné ». Selon RFI, la vice-présidente, les cinq commissaires et d'autres responsables ont écrit au président du Conseil des ministres de la CEEAC, l'Équato-Guinéen Lucas Abaga Nchama, pour l'alerter en prévision du prochain sommet du 9 mars 2024 à Malabo.

Ils y font part de leur « profonde préoccupation » et de la

« confusion » qui règnent dans l'institution, affirme RFI. Le projet de déménagement du siège de Libreville à Malabo a été abandonné. Pourtant, Gilberto da Piedade Verissimo est en Guinée équatoriale depuis le 23 janvier dernier. Il a même fait venir des équipes, soit vingt à trente personnes à Malabo. La commission est donc coupée en deux suscitant la « grande surprise » des auteurs de la lettre, qui parlent d'une situation inédite.

Selon RFI dans un courrier adressé à la hiérarchie, ils s'inquiètent aussi des conséquences financières de cette



L'Angolais Gilberto da Piedade Verissimo

délocalisation de facto alors que l'institution connaît de « graves tensions de trésorerie » avec un « risque de cessation de paiement à court terme ».

Le personnel dénonce aussi le non-respect de la collégialité des décisions, la non-adoption du règlement intérieur, les dysfonctionnements, la crise de gouvernance et de confiance qui règnent en son sein. « Les agents ont déserté et beaucoup sont en télétravail. C'est la suspicion générale. Chacun se méfie de ce qu'il dit car certains rapportent tout à Verissimo », a confié un agent à RFI.

Le courrier s'adresse au président du Conseil des ministres, le seul organe de la CEEAC habilité à demander des comptes, en espérant que Gilberto da Piedade Verissimo soit finalement remplacé jusqu'à la fin de son mandat en août 2025.

Alexandre Ôgnène

L'ÉCONOMIE CONGOLAISE VUE PAR LE FMI, LA BANQUE MONDIALE ET LES AGENCES DE NOTATION

L'annonce optimiste a été faite par le Président de la République, dans son message à la nation. Le 31 décembre 2023, face à son peuple, Denis Sassou-N'Guesso a indiqué : « *nonobstant les incertitudes induites par un contexte mondial difficile, notre pays connaît une embellie perceptible de son économie, annonçant de perspectives de croissance durable et, ce, à la grande satisfaction de nos partenaires au développement* ». Qu'en pensent les institutions financières internationales et les agences de notation ?

Est-il besoin de rappeler que l'économie congolaise est encore très centrée sur l'exploitation des hydrocarbures ? Aujourd'hui, premier pays pétrolier de la zone CEMAC en résultat annuel, le Congo a une production estimée à 270 000 barils par jour. Les chiffres indiquent qu'il dispose d'un volume de réserves prouvées de l'ordre de 25 ans de production. A ce jour, il génère 1/4 du PIB, 2/3 des recettes budgétaires et plus de 80% des recettes d'exportation. D'autres secteurs comme les forêts et l'agriculture ne contribuent que faiblement au PIB. Celui des mines est assez prometteur, même si certains indicateurs montrent un ralentissement d'environ 11,7% en 2023 contre 22,6% en 2022. Globalement, la croissance des secteurs non-miniers, notamment les services, devrait atteindre 4,2 cette année. La nécessaire diversification de cette économie étant une forte priorité, la détermination des autorités congolaises à mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre du programme en cours avec le FMI s'est traduite par une appréciation positive formulée par le Fonds au cours de la revue de décembre dernier. Des recommandations ont été faites, appelant lesdites autorités à poursuivre l'assainissement budgétaire



Le bois et le pétrole, deux principales sources financières du Congo

par une gestion renforcée des finances publiques et de la dette, tout en augmentant les dépenses sociales et de développement. En effet, pour le Fonds monétaire international qui est en programme avec le Congo, les performances de Brazzaville poussent à l'optimisme, malgré le retard des réformes engagées par le gouvernement. Pour soutenir les efforts en cours, et suite à la quatrième évaluation sous l'accord de la Facilité élargie du crédit (FEC), le conseil d'administration du

Fonds monétaire international a validé le 20 décembre dernier, un décaissement de 32,4 millions de droits de tirage spéciaux ; soit environ 43 millions de dollars américains.

Revue de la Banque mondiale et du FMI

Le rapport de suivi de la situation économique et financière du Congo établi par la Banque mondiale en juin 2023 souligne quelques avancées positives. Selon cette institution, l'inflation est maîtrisée. Toutefois, le rapport indique la hausse des

prix des denrées alimentaires, ce qui pourrait exacerber les difficultés socioéconomiques du pays. Car, il ressort que 56% de la population souffrent d'une insécurité alimentaire sévère, tant la pauvreté demeure élevée. Le rapport recommande les bonnes pratiques à observer suite aux réformes des subventions aux carburants pour atténuer l'impact sur les groupes les plus vulnérables : renforcer les filets sociaux ; améliorer la transparence de la gestion des finances publiques ; aug-

menter les dépenses sociales ; intensifier les investissements publics structurels productifs.

Appréciations des agences de notation

Après l'évaluation de l'évolution des performances financières du Congo par les principales agences de notation, le pays s'est vu attribuer par Moody's Investor Service, la note de Caa2 ; celle-ci indique une perspective stable pour le pays et exprime une confiance modérée dans la capacité du pays à gérer son équilibre financier. Quant à la seconde agence, en l'occurrence Standard & Poor's, sa vision est plus optimiste. Dans son évaluation faite en août 2023, Standard & Poor's relève la note du Congo en la faisant passer de B- à B, sur le court terme et de CCC+ à C, sur le long terme, avec une perspective stable sur la base d'une amélioration notable de la production pétrolière.

A en croire de nombreux observateurs plus prudents, la stabilité annoncée par les deux agences de notation est encore fragile, en raison des nombreux défis, mais aussi des pratiques des cadres souvent enclines à l'opacité et à la fraude. Ainsi, là où Standard & Poor's s'emballe, Moody's appelle à la prudence, soulignant que malgré l'augmentation des revenus pétroliers, les recettes ne seront pas suffisantes pour apurer rapidement la dette publique du pays qui avoisine les 98% du PIB, à en croire les chiffres officiels.

Jules Débel

Banques

LA BDEAC ET LA BOAD S'ALLIENT POUR UNE VISION COMMUNE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) ont décidé de marcher ensemble. Par cette alliance, elles entendent renforcer et dynamiser leurs relations, en lien avec leurs stratégies, visions et défis de développement qui incombent à leurs banques respectives. Ces deux personnalités se sont entretenues le 19 février dernier à Brazzaville.

Dieudonné Evou Mekou président de la BDEAC et Serge Ekué président de la BOAD ont indiqué que la coopération entre les deux institutions est le reflet de la vision qu'elles partagent. « *Nous devons faire des choses qui participent du changement de la vie des citoyens de l'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale* », a déclaré Serge Ekué, tout en invitant les institutions financières à continuer

de travailler ensemble dans la mobilisation de leurs équipes respectives afin d'aller toujours de l'avant. Exerçant toutes les deux les mêmes activités, la coopération entre la BDEAC et la BOAD s'inscrit dans le cadre du partage d'expérience, notamment dans la problématique du crédit carbone pour laquelle la banque ouest-africaine connaît une longueur d'avance. « *Notre coopération remonte aux an-*



Les deux présidents sur la même longueur d'onde

nées 1980, avec la signature d'un mémorandum d'entente pour le renforcement de notre partenariat en lien avec le

développement durable au sein des deux communautés», a souligné Dieudonné Evou Mekou.

Les missions de cette institution financière sous régionale sont entre autres l'intégration économique régionale, le développement durable et l'amélioration des conditions de vie de la population de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, à travers le financement des projets structurants portant sur les domaines productifs et socio-économiques issus des secteurs aussi divers que l'agriculture et l'industrie.

Dans le cadre de son plan stratégique 2023-2027, la BDEAC fixe trois orientations segmentées en divers axes. On note par exemple dans sa deuxième orientation, le renforcement et la diversification des ressources mobilisées à partir de cinq axes, à savoir : augmenter le capital et renforcer la capacité d'endettement de la Banque; dynamiser la mobilisation des ressources ; poursuivre la levée de fonds sur le marché financier.

Dim-Martie Mizère

Pool

LA SNPC MODERNISE LE CEG D'ODZIBA

Le collège d'enseignement général André Malina d'Odziba, département du Pool, situé à 100 kilomètres au nord de Brazzaville, offre actuellement les meilleures conditions de transmission, de réception et d'assimilation des savoirs. Grâce à la mise en œuvre par la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) conformément à sa responsabilité sociétale, cet établissement scolaire jadis délabré, vient d'être retapé à neuf, au grand bonheur des populations.



La SNPC dans sa responsabilité sociétale

La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) enchaîne et intensifie ses actions pour le bien-être social des populations à travers la réalisation des projets d'intérêt communautaire et à très haute portée sociale. L'acte le plus récent est posé à Odziba, localité du

département du Pool qui vient de bénéficier de ses bienfaits en réhabilitant le collège d'enseignement général André Malina d'Odziba. Rappelons que plusieurs autres projets ont été déjà réalisés dans cette zone par cette entreprise de l'Etat, à l'instar des forages d'eau potable, dont la mise en

service a radicalement changé la vie et les habitudes des populations.

Cet air de modernité et de bien-être collectif continuera de souffler sur l'ensemble du territoire national en général et sur cette partie du Congo en particulier. La remise des clés du collège André Malina d'Odziba reconstruit, par le secrétaire général de la fondation Marie Joseph Letembet au représentant du ministère en charge de l'enseignement général, en constitue la parfaite illustration. Pour mémoire, ce collège d'enseignement général n'offrait plus ni confort, ni conditions pour l'apprentissage des enfants. Les bâtiments de ce collège, non seulement étaient mal équipés, mais se trouvaient dans un état de délabrement avancé et d'insalubrité insoupçonné. Il y'avait d'école que de nom. C'est dans ce contexte que conformément à son plan d'actions, la SNPC a jeté son dévolu sur cette école qui vient de subir une profonde mutation.

Les travaux ont commencé par la démolition des anciennes bâtisses. Le collège a été entièrement reconstruit. De nouvelles commodités ont été érigées et des annexes enrichissent dorénavant ce décor qui fait la fierté du village et de ses habitants. Les trois bâtiments offrent chacun 290 mètres carrés. De même, chaque bâtiment comprend 3 salles



Le CEG André Malima, vu de côté

de classe de 63 mètres carrés chacun et deux bureaux, soit un total de 9 salles de classe et 6 bureaux, pour une capacité d'accueil de 950 élèves.

A ces bâtiments pédagogiques, se greffent deux logements d'astreinte. Le premier de type F4, comprend trois chambres plus un salon et une cuisine tous équipés au standard Orca, pour une superficie de 100 mètres carrés. Il est destiné au directeur de l'établissement. Le deuxième est un duplex de la catégorie F3 de 120 mètres carrés. Il comporte deux appartements de deux chambres-salon-cuisine destinés au directeur des études et au surveillant général.

Un bloc sanitaire de trois compartiments dont un module de deux pièces pour les enseignants ; un autre de quatre pièces pour les élèves dont deux pour les filles et deux pour les garçons. Ce bijou qui porte l'empreinte SNPC, intègre l'aspect social des missions dévolues à cette mamelle nourricière et bras financier de l'Etat. L'opinion publique salue les actions du directeur général de cette institution Maixent Raoul Ominga qui s'inscrivent dans le cadre de son programme quadriennal intitulé : « Performance 2025 ».

Marlène Samba

Artisanat

L'ART FLORAL PREND DE L'AMPLEUR AU CONGO

Il est au centre d'une formation dispensée par une experte kenyane, tenante de la boutique de fleur dans son pays, grâce à la collaboration de la Maison rose de cœur de Brazzaville que promeut Patricia Mutie. Au total 150 jeunes artisans congolais prennent part à cette formation qui se déroulera du 23 au 29 février 2024 au centre commercial Brazza-Mall.

À l'ouverture de cette formation, Jacqueline Lydia Mikolo, la ministre des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat a signifié l'importance des fleurs dans la vie courante et précisé qu'elle visait plusieurs objectifs. « Développer un esprit de créativité ; créer un esprit d'émulation en vue d'identifier les meilleurs afin de les regrouper en association ; apprendre les techniques de coupe et assemblage des bouquets ; acquérir des nouvelles connaissances dans l'art de la décoration florale ; booster un intérêt autour de ce métier d'avenir ».

Elle a par ailleurs prévenu les

apprenants de ce que cette étape bien que décisive, n'est pas une fin en soi. « Il y aura encore des obstacles à franchir et des défis à relever. Mais je nourris la ferme conviction que ces défis et ces obstacles ne demandent rien d'autres, sinon que de mobiliser les énergies et les ressources nécessaires pour les affronter victorieusement, à condition de partager la même vision », a déclaré madame la ministre en charge de l'artisanat.

Pour la promotrice Patricia Mutie, l'art floral est un marché créateur d'emplois et de richesses. C'est pourquoi elle incite les Congolais à l'exploiter à fond, à ouvrir les boutiques et



Les dames apprenant à former les bouquets de fleurs

à exporter les fleurs naturelles d'autant plus qu'elles sont présentes dans tous les secteurs de la vie. « Ces fleurs sont fraîches, réelles et cultivées sur le sol congolais. Elles ne sont

pas importées. Nous savons que les fleurs parlent. Nous les utilisons à chaque occasion : mariage, funérailles, naissance, la décoration de la maison et les bureaux. Le Congo peut

compétir sur le marché international parce qu'il a un bon climat. Notre vision est de voir des Congolais ouvrir des boutiques de fleurs dans chaque quartier », a-t-elle déclaré.

De son côté, le directeur Brazzaville-Pool du FIGA a profité de l'occasion, « pour faire l'éloge de la convention de partenariat, entre le FIGA et l'Agence nationale de l'artisanat, afin de faire émerger et consolider une synergie d'actions et mutualiser nos services d'appui nécessaires au sein de notre écosystème institutionnel pour l'éclosion d'un tissu de l'artisanat organisé, créateur de richesses et d'emplois. Cette formation tombe donc à pic, en ces temps où le gouvernement entend ouvrir des brèches porteuses d'opportunités de création de richesses et d'emplois pour les jeunes, par l'apprentissage et par-delà, la promotion des métiers émergents dans le sillage de l'artisanat », a laissé entendre Christian Opara.

H.M.

Affaires sociales

BIENTÔT UN INSTITUT NATIONAL DES AVEUGLES AU CONGO

La ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa et le commandant Afrique de la Fondation Conacce Chaplain, Dieunedort Kamdem Nounga, ont posé le 20 février dernier à Brazzaville la première pierre de l'Institut national des aveugles du Congo.



Signature des accords

première pierre, la ministre des Affaires sociales a reçu les clés du Centre d'insertion et de réinsertion des enfants vulnérables rénové. Les travaux y afférents ont été réalisés par la Fondation Conacce Chaplain. Ce centre, créé en novembre 2022 est une structure de protection, de prise en charge et de resocialisation des enfants en inadaptation sociale et ceux en détresse. Il fonctionne comme une structure d'accueil et d'hébergement temporaire des enfants en situation difficile.

Dim-Martie Mizère



Pose de la première pierre par la ministre

Journée mondiale de la justice sociale

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET SURMONTER LES OBSTACLES

Le 20 février de chaque année, l'humanité célèbre la journée mondiale de la justice sociale. En effet, elle se dresse comme un phare d'espoir, illuminant les chemins tortueux de l'inégalité et de la discrimination. Instituée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), cette journée vise à promouvoir une économie mondiale équitable, l'éradication de la pauvreté et le plein emploi, ainsi que l'accès au bien-être.

Placée sous le thème : « Surmonter les obstacles et libérer les opportunités pour la justice sociale », cette journée vise à réduire et à prévenir les inégalités pour créer un monde plus juste. Elle souligne l'importance cruciale de la justice sociale pour la paix et la sécurité internationale.

La justice sociale est fondée sur l'égalité des droits pour tous les peuples et les possibilités pour les êtres humains sans discrimination de bénéficier du progrès économique et social partout dans le monde. La célébration de cette journée a un impact significatif sur la sensibilisation et la mobilisation

pour la justice à travers le monde. Elle offre ainsi un moyen de réflexion aux progrès réalisés et aux défis persistants dans la lutte contre les inégalités.

En effet, l'engagement envers la justice sociale se manifeste à plusieurs niveaux : international, national et local, sur le plan du travail, l'éducation qui est un puissant levier de justice sociale, du fait qu'elle permet de briser les cycles de pauvreté, de promouvoir l'égalité des sexes et d'ouvrir des opportunités pour tous. Les initiatives visant à rendre l'éducation accessible et inclusive sont essentielles.

La participation citoyenne est également cruciale. Les mouvements sociaux et les campagnes de sensibilisation peuvent influencer les politiques publiques et encourager les pratiques équitables au sein des entreprises et des communautés.

Notons que la journée mondiale de la justice sociale rappelle la quête d'une société plus équitable. Elle met aussi les possibilités d'action pour construire un monde où la justice sociale n'est pas un idéal lointain, mais une réalité tangible. Proclamée par l'ONU, cette journée a été célébrée pour la première fois dans le monde en 2009.

D.M.M.



1^{ère} PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

G'BOX SERVICES
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

NOS METIERS

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

NOTRE FORCE, NOTRE RÉSEAU

- + De 14 agences dans tout le territoire national

NEW FORMULA POWERED BY **SAP Business One**

Service Clients :
 Direction générale Brazzaville : Centre ville en face de la mairie centrale.
 Agence Pointe noire : Centre ville Rond point kassai en face du Centre Culturel Français.
 Contact 2017@gxinternational.net • www.gxinternational.net
 (+242) 05 550 10 73 - (+242) 05 301 02 36

Nos Partenaires



Transports

RELANCE DU TRAFIC FERROVIAIRE SUR L'AXE DOLISIE-MBINDA

La cérémonie de relance du trafic ferroviaire sur l'axe Dolisie-Mbinda s'est déroulée le 10 février 2024 à la gare ferroviaire de Dolisie, en présence du ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Honoré Sayi, des responsables du Chemin de Fer Congo Océan (CFCO) et des populations de cet axe.



Une vue du train lors de la cérémonie de relance à Dolisie

Trois ans après son interruption, ce trafic sera assuré par le train Mbinda totalement réhabilité qui fera l'affaire pour redonner le sourire aux populations de l'ex ligne ferroviaire COMILOG. Dans son mot de circonstance à la cérémonie, le directeur adjoint du CFCO représentant son directeur général a, devant les officiels et les travailleurs de la zone ferroviaire, n°2 Dolisie, salué les efforts de la tutelle qui ont abouti au rétablissement de ce trafic. « Au terme de trois ans d'interruption du trafic sur la ligne secondaire dénommée ex COMILOG, le chemin de fer en proie à de sérieuses tensions financières a bénéficié d'un concours d'une société de construction, par le biais d'un partenariat public-privé agréé par le conseil d'administration du CFCO, qui a réussi à réha-

biliter en l'espace d'un mois un train composé de trois voitures-voyageurs et de quatre fourgons à bagages, sous l'impulsion du ministre des transports », a-t-il fait savoir. Très content de la réalisation de sa promesse, le ministre Honoré Sayi s'est exprimé en ces termes : « Voici le train. Sur ce train qui va siffler partout dans les cantons, est gravée la lettre S. Il va siffler à Dolisie, à Tao-Tao, à Mobotsi, à Mont-Belo, à Dihessé, à Mouindi, à Makabana, à Boudianga, à Ntsimba, à Mossendjo, à Mougoundou, à Mvouka, à Tsinguidi, à Mayolo et à Mbinda. Ce train nous a vus grandir, de même que cette gare dont on a évoqué quelques élans nostalgiques. L'axe Mbinda était complètement mort. Et on avait même cru que le service

de la République lui avait tourné le dos, que finalement le Chef de l'Etat avait tourné le dos à cette population. Non, c'est une erreur, puisqu'il m'avait confié la mission de rétablir cette ligne ferroviaire. Le Chef de l'Etat n'a nullement oublié que dans cette partie du pays, se trouvaient des populations qui sont aussi ses populations ».

Aussitôt après, le sifflement du train a retenti, donnant ainsi son coup d'envoi au plus grand bonheur des populations riveraines. Notons que le premier voyage à bord de ce train a eu lieu effectivement le 16 février 2024 à 7 heures au départ de Dolisie à destination de Mbinda, soit cinq jours après cette cérémonie de relance du trafic sur cet axe.

Gulit Ngou



Les officiels dans le train inaugurant le premier départ

HUMEUR

LE SECRET DE FAMILLE

Le secret de famille, une expression courante utilisée pour désigner un fait jugé inconvenant, que l'on réduit en confidence de manière perpétuée, au fil des générations. Au sein de la famille, ce fait est entouré de tabous justifiés ou non, absolument inviolables. A l'origine, le secret de famille est un fait vrai, ayant une existence réelle qui est non-dit et que l'on ne veut pas faire connaître. Les aînés en savent tout et gardent tout pour eux, pour éviter d'en faire un sujet banal.

Dans la plupart des cas, les secrets de famille portent sur des événements ou des faits susceptibles de susciter le déshonneur ou la culpabilité. Généralement, ils sont associés à des émotions douloureuses liées aux questions de filiation. Par exemple : un père qui n'est pas le père biologique de ses prétendus enfants ; un enfant caché parce que né d'une liaison extraconjugale ou incestueuse... Il peut s'agir de la stérilité d'un mari, alors que des enfants sont nés de son union avec sa femme. Dans ce cas précis, le secret familial cache à la fois l'infécondité de l'homme et l'infidélité de la femme. En plus, il protège les enfants dont le père biologique est inconnu ou caché, pour les laisser rattachés à leur père qu'est le mari de leur mère.

Autant de faits que l'on ne saurait étaler sur la place publique, qui sont entretenus dans la mémoire collective comme des confidences intouchables à ne jamais profaner.

Dans les faits, certaines informations sont classées au rang de secrets de famille lorsqu'elles sont cachées à dessein pour éviter de dévoiler une situation susceptible de rompre les équilibres ou de perturber la cohésion du groupe. Par exemple, une famille d'adoption issue d'un clan d'esclaves fait partie intégrante de sa famille d'accueil et jouit des mêmes droits que les autres membres. Personne ne saurait en parler ou dire le contraire. Le secret de famille est ainsi entretenu non seulement pour construire l'équilibre du groupe, mais aussi pour sauver les apparences. C'est d'abord une dissimulation volontaire faite par les porteurs du secret et tout l'entourage, sur l'acte à fort potentiel traumatique pour l'ensemble de la famille. En effet, ce que l'on place sous le sceau du secret est souvent porteur de critiques au sein de la communauté, d'illégalité et de honte au niveau social. Comme cela se dégage, les situations objets de secrets de famille sont innombrables.

Le secret de famille n'est pas forcément le résultat d'une décision collective. Mais, il se construit à force de ne pas en parler, parce qu'il peut mettre la famille dans une situation inconfortable, gênante ou d'humiliation. C'est ainsi qu'on n'en fait jamais un sujet de causerie ordinaire en famille. Surtout, on s'abstient d'en parler à l'extérieur du cercle familial. Par la force du silence, on instaure volontairement une pression psychologique sur l'entourage, de sorte que celui qui sait quelque chose sur l'affaire à cacher, apprenne à se taire. C'est alors que se construit une nébuleuse qui emballe l'information à cacher. Dans d'autres cas, on invente une affaire similaire pour dissimuler le vrai dans une sorte de légende. De génération en génération, les membres du groupe sont tenus d'observer la même attitude : motus et bouche cousue.

Qu'on le veuille ou non, ces secrets de famille font partie du patrimoine que l'on transmet à la descendance sous forme d'héritage. Puisque l'événement ou le fait devenu secret de famille est expressément enfoui. Les émotions ainsi générées passent presque inaperçues, puisque les nouvelles générations n'en ont aucune idée. Même si ces secrets pèsent lourdement dans l'esprit de ceux qui les détiennent, on aura du mal à dire à une personne devenue adulte que son père dont il porte le nom n'est pas son père biologique. De même, on ne dira pas aisément à un descendant d'esclave, ses véritables origines. Comme quoi, un secret de famille, ça s'entretient et ça se conserve jalousement. Car, il fait partie de l'héritage à léguer à la postérité.

Jules Débel

Justice

DES ÉLÈVES DU LYCÉE 5 FÉVRIER RÉPONDENT DEVANT LES JUGES POUR DÉGRADATION DU DRAPEAU NATIONAL

Le procès s'est ouvert le 20 février dernier à Brazzaville. En effet, 14 élèves sont inculpés pour « dégradation d'un objet d'utilité ou de décoration publique » et trois autres sont cités comme des témoins à charge. Ce procès, concerne non seulement les élèves du lycée 5 février 1979 mais aussi un informaticien et un photographe. L'audience a eu lieu devant la sixième chambre correctionnelle du tribunal de Brazzaville.

L'audience a duré près de six heures. De 14 élèves inculpés, le nombre de prévenus est passé à dix-sept avec l'arrivée des trois témoins à charge. En effet, tous ont été entendus le premier jour. Certains ont partiellement reconnu les faits, mais sans pour autant justifier les raisons qui les ont poussés à descendre le drapeau de la République du Congo, symbole d'identité de tous les Congolais pour le remplacer par une étoffe bleue de nuit, couleur de leur ancienne uniforme scolaire.

Certains ont affirmé qu'ils ont été interpellés dans la confusion ou par un excès de zèle des policiers. Comme le cas d'un ingénieur en informatique qui s'est interposé lors de l'interpellation de son jeune frère, élève dudit lycée. Il a par ailleurs bénéficié d'une liberté provisoire.

Selon l'avocat de la défense,



Les juges diront le droit

ce n'est pas une victoire, mais un sentiment de joie simple. « J'aurais bien voulu que la police congolaise fasse des enquêtes approfondies, parce

qu'en écoutant les déclarations des uns et des autres, on se rend compte qu'il y a des élèves qui ont été interpellés, mais en réalité n'ont rien fait ». En ef-

fet, maître Haris Kissouéssoué a déploré le fait que certains lycéens impliqués dans cette affaire soient en cavale. Signalons que l'audience a

été suspendue et reprendra le 27 février prochain par l'audition des témoins, notamment les responsables du lycée. Ce procès est le premier du genre dans la lutte contre le banditisme et l'incivisme en milieu scolaire au Congo Brazzaville.

Rappelons que 17 élèves du lycée du 5 février 1979 avaient eu le toupet de descendre le drapeau national, pour remplacer par un morceau de tissu bleu de nuit qu'ils détenaient par devers eux. Selon le message vraisemblablement posté par ces bandits sur le net, ils voulaient célébrer l'anniversaire de leur établissement de cette manière. Plusieurs mesures ont été prises parmi lesquelles figurent la suspension des cours et l'ouverture d'une information judiciaire. A signaler que les cours ont repris depuis lundi dernier pour tout élève arborant le badge estampillé lycée du 5 février 1979.

Dim-Martie Mizère



PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

◆ Une dot qui se termine par un pugilat

Une fille de 25 ans dont la dot a eu lieu le samedi dernier ne se remet pas des événements qui se sont passés après la cérémonie entre les parents de sa mère et son père biologique. Ce dernier avait abandonné la fille à l'âge de deux ans. C'est le mari de sa mère qui l'a élevé en supportant ses études du primaire au niveau universitaire. Pour la dot, le mari avait demandé à son épouse que le père géniteur soit associé à la cérémonie de la dot. Le jour de la dot, le monsieur qui n'a engagé aucun sou pour la préparation de la cérémonie s'est présenté sans aucune gêne pour recevoir les objets destinés au père. Tout s'est bien passé. Après l'apéritif, le père biologique a pris tous les objets accompagnateurs de la dot et voulait s'en aller. Il a été interpellé par les parents maternels de la fille qui lui ont demandé de laisser quelques objets symboliques pour celui qui a élevé l'enfant. Le monsieur ne voulait rien savoir. S'en est suivi une bagarre et le père géniteur a été roué de coups, malgré l'intervention du père nour-

ricier qui ne voulait pas de cette fausse note après un événement historique pour la fille.

◆ Un monsieur tabassé pour jalousie mal placée

Dans un bus de transport en commun, une fille installée à côté du chauffeur, reçoit un coup de fil de son copain. Pendant la conversation, le copain entend la voix du conducteur qui demandait à la femme d'arranger sa jambe pour lui permettre de se sentir à l'aise au volant. Le monsieur déduit sans aucune preuve que sa copine était en mauvaise compagnie et se met à la menacer au téléphone. Aussitôt, la femme s'est mise à pleurer comme si elle avait perdu un être cher. Elle a expliqué aux passagers du bus que son copain est un homme violent qui pourrait la tuer pour cette fausse accusation. Devant cette femme en détresse, les clients, parmi lesquels des jeunes gens courageux, ont unanimement demandé au chauffeur de conduire le bus jusqu'au domicile du copain situé non loin de l'arrêt 753. Arrivé sur le lieu, la femme a montré aux usagers son copain. Ce dernier était

debout devant la parcelle familiale. Il avait fait courir du bruit selon lequel il venait de surprendre sa copine dans un hôtel avec un homme et qu'il l'attendait pour lui casser la gueule avant de la chasser. Dès que le bus s'est arrêté, des jeunes gens qui se trouvaient dans le bus sont sortis et ont demandé au monsieur de payer la course du bus qui a changé d'itinéraire suite aux menaces qu'il a proférées à la jeune fille. Comme il ne voulait rien comprendre, les jeunes gens l'ont tabassé correctement. Il a eu son salut grâce à l'intervention des voisins du quartier qui ont reconnu que le monsieur, qui est violent envers les femmes, avait tort d'agir ainsi. Les jeunes gens sont remontés dans le bus ramenant la jeune fille jusqu'à l'arrêt Mampassi pour la mettre à l'abri d'une vengeance éventuelle de son copain. Pour une jalousie mal placée, assortie de menaces de mort, le monsieur a reçu un traitement auquel il ne s'y attendait.

◆ Un chauffeur de « picnic » fuit avec un billet de 2000 F CFA

Les pièces de 50 et 100 francs se

font de plus en plus rares. Dans les arrêts de bus, on entend les contrôleurs et les chargeurs crié : « 500, 1000 francs pas de monnaie ». Et l'on constate que tout client qui s'embarque avec un billet de 500 ou 1000 francs subi les injures du contrôleur. Dans un véhicule de marque « Picnic », un client qui devait descendre à l'arrêt Gendarmerie au quartier Manianga, avait un billet de 2000 francs. Il a été pris à partie par le chauffeur avec lequel ils se sont échangés de paroles malsaines. Face à cette querelle empreinte d'insanités, les autres clients ont commencé à ressembler de l'argent pour remettre la monnaie au monsieur. Dès que le chauffeur a dit que tous ceux qui ont donné l'argent à ce monsieur vont lui payer sa course. Tous les clients sont sortis et le chauffeur qui voyait une perte d'argent, a saisi l'occasion pour démarrer en trombe emportant avec lui le billet de 2000 francs du client. Comme tous les clients étaient descendus ceux qui avaient remis leur monnaie ont récupéré leur argent et le client dont le billet 2000 francs était parti avec le chauffeur a tout perdu. □

LA TECTONIQUE DES PLAQUES DE L'ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE MONDIAL

L'ordre du monde, construit par les puissances occidentales depuis plusieurs siècles, connaît des soubresauts de nature à remettre en cause ses bases. Dans la brume d'un horizon encore incertain, semble se profiler une forme nouvelle de société internationale avec des acteurs aux rôles redistribués. Du positionnement d'aujourd'hui peut dépendre la place des uns et des autres dans le monde de demain. La tectonique des plaques est un mouvement de la croûte terrestre à l'origine des tremblements de terre, des tsunamis et, au final, de la dérive des continents qui jadis formaient un seul bloc. Traduite en géopolitique, l'humanité vit actuellement un épisode similaire. L'ancien monde s'écroule et les germes du nouveau apparaissent. Le positionnement de chacun en fonction des enjeux rationnellement définis déterminera son avenir et l'héritage qui sera légué aux générations futures.

En invitant les anciens, on peut se rappeler l'antique vérité du sage Héraclite couramment évoquée par les amoureux de la philosophie : « Tout coule, rien ne demeure, on ne peut se laver deux fois dans un même fleuve » ce à quoi nos amis de la tradition bouddhique nous instruisent sur "l'insaisissable moment présent".

A l'échelle de la vie quotidienne, cette vérité est bien observable, notamment par le doux spectacle de la nature avec le lever et le coucher du soleil que nous apercevons, le défilé des jours et des nuits. A l'échelle des empires, en raison de la courte durée de la vie humaine, cette évidence nous échappe ; à moins d'un recul historique, pour se souvenir qu'il y a eu l'empire romain, tombé en 476 après cinq siècles de domination sans partage. Et avant lui, les Egyptiens, Babyloniens, Assyriens, Perses, Incas...

Sur le trône réservé aux grands empires, nos aïeux vaincus, pour notre malheur, nous ont légué la domination occidentale. L'occident des Anglo-saxons, des Francs, des Germains et des Ibères. Ces peuples triomphants, en sus de leurs foyers originels, essaient aujourd'hui d'autres espaces continentaux. Ils règnent sur des terres jadis appartenant aux Sioux, aux Navajos, aux Algonquins, aux Aborigènes, aux Maoris... des terres ravies par la force des armes, au prix d'actes innommables. Ils se font appeler Américains, Canadiens, Australiens, Néozélandais.

Par l'avantage de la maîtrise du feu de la poudre, les autres peuples soumis à leur diktat et catégorisés en sous-hommes ou en races inférieures pouvaient être exterminés, esclavagisés, colonisés, expropriés, déportés, acculturés. Une totale domination, sur terre et sur mer, de plus de cinq siècles, comme il est de

tradition de la dater de 1492, année du premier voyage de Christophe COLOMB en terre sioux. S'en suivirent, le partage du monde par des délimitations territoriales, l'accaparement des ressources naturelles, le monopole du commerce international, de la production industrielle, du contrôle des instruments financiers et des services.

Le fardeau des conflits armés, conséquences de leurs querelles intestines, devait aussi être supporté par les peuples dominés, de l'Afrique à l'Asie, au nom des concepts forgés de défense de la liberté ou de lutte contre la barbarie. A qui une relative autonomie, enjolivée du titre d'indépendance, était concédée, il restait soumis à la tutelle des maîtres qui définissaient le bien et le mal et déterminaient le sens de l'histoire. La démocratie libérale, à l'occidentale, était le système politique modèle. Malheur au contrevenant !

Le grand basculement...

Bien malin qui imaginait vivre le cataclysme actuel que les lumières de la crise ukrainienne jettent sur les indices probants du processus de fin de règne d'un occident déclinant. En effet, sa puissance de feu, terreur des autres nations (le nucléaire excepté), n'est plus qu'un épouvantail. Les échecs de la coalition otanesque en Afghanistan, en Syrie, en Irak ne se perçoivent plus comme accidentels, mais bel et bien les conséquences de ses réelles limites.

Les données économiques des institutions financières internationales relèguent le prestigieux Groupe des sept pays les plus « riches » du monde (G7) au deuxième rang, surclassé par les BRICS. En parité de pouvoir d'achat, les Etats-Unis ont perdu la première place, l'Allemagne, la France et l'Angleterre rament loin derrière. La production industrielle s'est



Gérard Ondongo

considérablement réduite. Les monnaies occidentales, principaux moyens de paiement internationaux perdent lentement mais inexorablement le monopole et le processus de dédollarisation du monde semble bien engagé. Par ailleurs, la liberté d'opinion et d'expression, pilier de la démocratie, si souvent vantée, vacille. C'est au grand jour que sont bannis des vecteurs de points de vue différents du narratif de l'élite au pouvoir, au nom de la sainteté des esprits des « peuples du jardin » contre « ceux de la jungle ». Tous ces

indicateurs traduisent le glissement vers un nouvel ordre du monde dont les douleurs de l'enfantement chamboulent les équilibres de naguère et en conséquence, des rivalités de pouvoir se font jour sur de nombreux espaces. Un choc titanesque entre un occident terrifié par un horizon crépusculaire et le sud global de moins en moins docile. Le risque d'une guerre généralisée est désormais évoqué sans tabou. L'horloge de l'apocalypse s'est avancée à 90 secondes de minuit. Les montagnes retiennent leur souffle.

A la faveur de ces bases qui s'ébranlent, les vassaux d'hier desserrent progressivement l'étau qui les maintenait sous le joug occidental. L'épée de Damoclès suspendu au-dessus de leurs têtes ne fait plus autant peur. Inversement, les fissures de l'effondrement en cours révèlent, au sein du bloc des dominants, la vassalité insoupçonnée de certaines nations qui jouissaient d'une grande estime universelle et d'un non moins grand prestige. A titre d'illustration, la phrase de La Baule, sur la conditionnalité de l'aide et les dividendes de la démocratie, aurait moins d'échos aujourd'hui. On accorderait plus d'attention à la réplique de Sa Majesté le Roi Hassan II.

Les Etats n'ont que des intérêts...

Dans ce contexte, l'avenir de chacun pourrait dépendre de son positionnement du moment, d'autant qu'à coup de propagande, de menaces explicitement adressées et de mesures coercitives, il est exigé des indécis ou favorables au camp adverse une claire allégeance. Pourtant, par rappel du simple bon sens : si la sauvegarde des intérêts des uns gouverne toute leur géostratégie, pour les autres aussi leurs intérêts devraient être leur fil conducteur dans le brouillard qui couvre actuellement cette phase de transition de l'humanité.

Gérard Ondongo
Chercheur en politique internationale

Croix-Rouge Congolaise DES RÉFORMES EN PERSPECTIVES

A l'occasion de la célébration des 60 ans d'existence du Conseil départemental de la Croix-Rouge Congolaise de Brazzaville (CRC), le président de cette structure humanitaire, Christian Sédar Ndinga, a invité le 22 février dernier, les volontaires de sa structure à plus de travail. La cérémonie a eu lieu en présence de l'administrateur-maire de Mougali, Sylvia Makosso Ngakabi et de la présidente d'honneur, Ida Victorine Ngampolo.

Célébrée sur le thème : « Processus Transformationnel de la Croix-Rouge congolaise », l'anniversaire de la CRC a coïncidé avec la cérémonie de lancement de l'année humanitaire de cette institution. A cette occasion, le président de la CRC, Christian Sédar Ndinga a annoncé le changement que connaîtra cette structure nationale. Les mutations seront focalisées sur la façon d'agir, de fonctionner, en mettant un accent particulier sur la compé-

tence et l'évaluation ainsi que sur les questions de redevabilité. Poursuivant son allocution, il a invité les volontaires composés d'hommes, de femmes et de jeunes à secourir en temps de paix et de guerre les victimes. « La Croix-Rouge congolaise porte un regard généreux envers celui qui exprime le besoin ». De son côté, le président du Conseil départemental de la CRC Jean Roger Innocent Mallanda, a présenté le bilan des activités de cette structure. En perspective,

il envisage plusieurs projets dont l'ouverture d'une deuxième filière sur les soins infirmiers, le projet agricole multiculture, l'organisation des cours en vue de renforcer les capacités opérationnelles et favoriser l'assistance des personnes vulnérables ainsi que le projet ambulancier.

L'administrateur-maire de Mougali, Sylvia Makosso Ngakabi a interpellé la CRC en ces termes : « L'humanité a besoin de vous. Soyez robustes moralement et physiquement, car vos actions sont attendues ».

Rappelons par ailleurs que la Croix-Rouge congolaise est une institution nationale, membre du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge.

Dim-Martie Mizère

Huitièmes de finale de la ligue européenne des champions

LA MANCHE-ALLER A RENDU SON VERDICT

On attend de connaître dans deux semaines les huit équipes qualifiées pour les quarts de finale de la ligue européenne des champions. Mais au terme de la manche-aller des huitièmes de finale seuls Manchester city, Paris Saint Germain et le Real Madrid semblent réellement assurés de poursuivre le voyage. Le Fc Porto et la Lazio Rome sont juste en ballotage favorable.



Le Real Madrid, un sérieux prétendant au titre

Le football reste à jamais qu'un jeu imprévisible car tout peut arriver à tout moment. Mais dans les double confrontations, souvent le match-aller est un indicateur fiable. Seulement, il arrive aussi que des tremblements de terre se produisent à des moments où on les attend le moins. C'est aussi cela qui fait le charme du sport-roi. Toutefois, dans ces matchs à aller-retour, il ne fait jamais bon de rater la première manche car cela peut engendrer un état d'esprit plutôt négatif.

Car la tendance est de céder à la résignation, au découragement même si le contraire n'est jamais à exclure. Une semaine plus tôt, le tenant du titre à savoir Manchester city et l'un des plus sérieux prétendants, le Real Madrid, avaient envoyé des messages clairs en allant s'imposer sur terrains adverses. Manchester city plus nettement à Copenhague sur le terrain du Fc (3-1) et le Real à Leipzig sur la pelouse du RB (1-0). Paris Saint Germain, au Parc des Princes, avait lui aussi marqué les esprits en s'imposant assez nettement (2-0) devant le Real Sociedad.

Mais, à Rome, la Lazio avait comme crée la sensation en faisant tomber le Bayern de Munich (1-0). C'est là, sans

doute, qu'on peut s'interroger car le Bayern de Munich, en ce moment, est en pleine traversée du désert. Il vient d'accumuler trois défaites d'affilée toutes compétitions confondues. C'est vrai qu'il reste capable d'un sursaut à tout moment mais la spirale de la défaite attend d'être brisée. Le Bayern de Munich n'est donc pas encore éliminé mais... Dans les autres cas, tout semble déjà plié.

Beaucoup d'incertitude du côté des concurrents de la semaine dernière

Juste six buts en quatre matchs, c'est dire que les huit équipes étaient très proches les unes des autres mardi et mercredi derniers. L'Atletico Madrid, à Milan, et Arsenal, à Porto, sont les deux seules équipes dont les attaques sont restées muettes. Autrement, les six autres équipes ont marqué chacune une fois. C'est dire combien c'était difficile. Inter de Milan, à domicile, a pris le meilleur sur l'Atletico Madrid (1-0) alors que le PSV Eindhoven a été tenu en échec par le Borussia Dortmund (1-1). Le mercredi, alors que l'on s'acheminait vers le tout premier 0-0 de ces huitièmes de finale le Fc Porto a réussi l'exploit, dans les dernières secondes, de s'offrir

Arsenal (1-0). Incroyable ! Mais c'est tout à l'honneur de Sa Majesté Football qui sait si bien faire des siennes. Dans l'autre match, chaque équipe a eu sa mi-temps. La première a appartenu à un Barça conquérant, parfaitement organisé, donnant à Lewandowski l'opportunité d'ouvrir le compte. Cette première période a révélé un Barça plutôt étonnant du moment où c'est la onzième défense au championnat d'Espagne car réputée pour prendre des buts.

Mais le Barça a, peut-être, eu peur de gagner et a reculé au



Le Paris Saint Germain en quête de notoriété

point de permettre au Nigérian Osimhen de remettre les pendules à l'heure (1-1). Mais dans les quatre matchs de la semaine dernière, il n'y a en-

core rien d'acquis. Tout reste encore possible.

Nathan Tsongou

Nécrologie

CICERONE MANOLACHE S'EN EST ALLÉ

Ce nom roumain, Cicerone Manolache, est intimement lié à l'histoire du football congolais. Car il est le seul et unique technicien expatrié à épingler au tableau de chasse congolais un titre de gloire à l'échelle africaine. En effet, en 1974, l'entraîneur de football de nationalité roumaine, Cicerone Manolache, a remporté avec le Club Athlétique Renaissance Aiglou (Cara) la coupe d'Afrique des clubs champions en battant en finale les Egyptiens de Mehalla «Cici» comme on l'appelait aussi dans son pays s'est éteint le dimanche 18 février 2024 en matinée à l'âge de 87 ans.



Mais au moment où il a été fauché par la mort, «Cici» était déjà sur fauteuil roulant pour

cause de maladie. Au Congo, notre pays, Manolache a aussi entraîné l'équipe nationale mais sans pour autant connaî-

tre une réussite extraordinaire. Reste qu'avant de débarquer en terre congolaise «Cici» a fait feu de tout bois comme joueur dans son pays et surtout dans l'équipe de Polytechnique Timisoara. Il a aussi été sélectionné à sept reprises dans l'équipe nationale de Roumanie.

Cici restera à jamais comme le seul technicien étranger qui ait laissé des traces qui resteront à jamais imprévisibles dans notre pays. Car non seulement il a donné au Congo son seul titre de champion d'Afrique des clubs mais aussi il a permis à Moukila Paul «Sayal» d'être plébiscité meilleur footballeur africain et à Alphonse Yanghat de devenir meilleur buteur de la compétition en 1974 avec dix buts.

On notera que les deux joueurs ont été, bien avant lui, fauchés par la mort alors que lui, l'entraîneur, ne part que maintenant.

Adieu Cici, que la terre t soit légère !

Georges Engouma

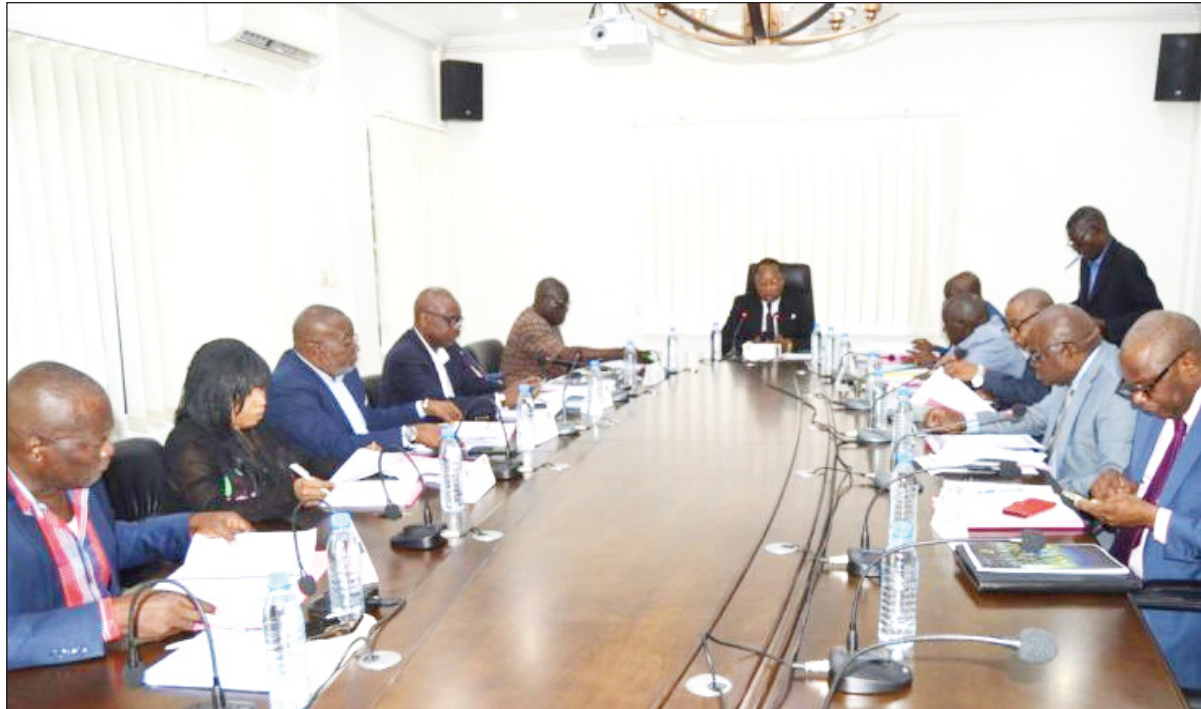
Bref

Il circule présentement sur la toile un faux tirage au sort des éliminatoires de la CAN 2025 qui, en réalité n'interviendra qu'au terme du tour préliminaire. □

Fécofoot

LA PROCHAINE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SE TIENDRA EN MARS À SIBITI

Le comité exécutif de la Fédération Congolaise de Football (Fécofoot) a tenu du 21 au 23 février dernier à Brazzaville, à son siège les travaux de la session ordinaire. Il ressort de ses assises que la prochaine assemblée générale se tiendra le 8 mars prochain à Sibiti, dans le département de la Lékoumou. La session était présidée par Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot.



La Fécofoot face à ses responsabilités

Au sortir de leurs travaux, plusieurs décisions ont été prises, notamment l'adoption du rapport d'activités 2023 avec amendements, du rapport financier 2023, du budget exercice 2024 sans amendements ; la mise en place de la Ligue du Football Féminin, l'adoption avec amendements du Règlement Financier, du Règlement Intérieur, du statut standard des Ligues ; les mises en place de la Commission Electorale et des Commissions juridictionnelles, l'élaboration du calendrier de la tenue des assemblées générales électives des Ligues départementales conformément au courrier de la FIFA du 18 décembre 2023, renvoyées à prochaine session qui se tiendra à Sibiti le 8 mars 2024.

En effet, le Comité a décidé que le championnat national Ligue 2 de Brazzaville démarrera le 5 mars et celui de Pointe-Noire à une date qui sera fixée ultérieurement ; le Président Général de Nico-Nicoyé, conformément aux prérogatives qui lui sont dévolues et en respect des textes statutaires, doit s'employer pleinement à ramener l'accalmie et la sérénité dans ce club en conciliant les différents protagonistes ; de prendre acte du relevé des conclusions de la séance de travail avec le Ministère en charge des sports tenue le 15 février 2024. Toutefois, le Comité Exécutif a rappelé que pour engager la mise en œuvres de certaines conclusions, le Ministère devrait saisir officiellement la Fécofoot, comme

cela avait été arrêté lors de cette réunion.

Le président de la Fécofoot, Jean Guy Blaise Mayolas a indiqué qu'il est fier et comblé, d'autant plus qu'en deux mois la Fécofoot tient une autre session du Comité Exécutif après celle du 25 janvier dernier. Ce sont là, a-t-il relevé, des moments forts qui prouvent, s'il en était besoin, que la Fédération Congolaise de Football veille rigoureusement au respect de ses nouveaux textes statutaires. De ce fait, il a invité les membres du Comité Exécutif à prendre part aux débats avec responsabilité afin d'avoir des échanges constructifs et fructueux.

Dim-Martie Mizère

Ligue 1

LA FÉCOFOOT APPORTE SON AIDE FINANCIÈRE AUX CLUBS

Le président de la Fédération congolaise de Football (Fécofoot), Guy Blaise Mayolas a remis le 20 février dernier à Brazzaville, au siège de la Fécofoot, un chèque de sept millions de FCFA à sept clubs de la Ligue 1, parmi les quatorze prévus. Ce financement va en effet permettre à ces derniers de mieux se préparer pour la phase retour du championnat national qui aura lieu le 6 mars prochain.

Parmi les clubs ayant reçu la subvention, on note entre autres, le Club Athlétique Renaissance Aiglons (CARA), la Jeunesse Sportive de Talangai, les Diables Noirs, le Fc Nathalys, l'Interclub, l'As Cheminots et l'As BNG. La présentation des pièces comptables exigées aux clubs a été la condition sine qua non pour l'obtention de la subvention de la Fécofoot. Ces Clubs ont donc brillé de bel exemple et ont rempli les critères exigés pour bénéficier chacun de cette subvention. En effet, ce geste fait par le président Guy Blaise Mayolas en attendant l'appui des sponsors témoigne là, la volonté de la fédération congolaise de football d'apporter une assistance financière aux clubs qui éprouvent de sérieuses difficultés de gestion.

tiver ces joueurs, lorsque nous allons lancer le championnat U-17, nous ferons la même chose », a-t-il souligné.

Le président de la Fécofoot, a par ailleurs exhorté les autres clubs de se conformer aux exigences de la fécofoot, afin de recevoir en retour leur chèque avant le début de la phase retour du championnat national Ligue 1 prévu le 6 mars. Reste donc à l'AC Léopards, l'Etoile du Congo, le FC Kondzo, l'As Otoho, V Club Mokanda, l'As Vegas et l'As JUK de remplir les critères recommandés par la fédération.

« Cette subvention donnée aux équipes a pour entre autres objectifs de motiver les joueurs en tenant compte des enjeux de la dernière ligne droite de la compétition. D'un côté, il y a des



Remise des chèques aux équipes en règle

« Nous donnons notre contribution de sept millions de FCFA aux équipes qui sont à jour parce que la phase retour n'est pas facile. Nous voulons que chaque équipe reçoive quelque chose pour mo-

« équipes qui se battent pour le titre et de l'autre celles qui luttent pour le maintien », a renchéri, Guy Blaise Mayolas.

Dim-Martie Mizère

RÉFLEXION

COMMENT S'EMPÊCHER D'EN PLEURER ?

Ace jour, on ne sait pas trop bien comment s'organise la participation Congolaise aux treizièmes jeux africains. Car le Congo, pays organisateur des premiers jeux de l'histoire, ne peut se permettre la politique de la chaise vide. Mais ce dont en est, cependant, sûr et certain c'est que le Congo n'y sera pas en handball tant chez les hommes que chez les dames. Voilà qui a tout l'air d'un vrai scandale. Car il y a seulement une vingtaine de jours les dames, oui les dames, ont été décorées au grade de chevalier dans l'ordre du mérite sportif. Elles venaient de prendre part, deux fois d'affilée, à la coupe du monde tout

comme elles venaient de grimper dans la hiérarchie continentale. Après une quatrième place au Cameroun, elles ont décroché le bronze dernièrement au Sénégal.

C'est dire qu'elles sont réellement sur une courbe ascendante. Le problème, le seul, c'est qu'elles souffraient jusque-là comme d'une certaine négligence de la part de la tutelle. Et c'est bien ce qui nous vaut le désagrément actuel le manque d'intérêt pour le handball. Car la fédération congolaise de handball, obligée par le passé, à prendre des engagements en lieu et place de l'Etat, a cette fois choisi de se croiser les bras. Car à force de mettre la main

à poche en espérant le remboursement qui vient jamais la Fécohand estime être désormais ruinée. C'est la raison qui explique qu'elle ait renoncé à engager l'espoir de médaille au Ghana le mois prochain.

C'est ainsi qu'à la publication des listes des pays engagés en handball, le Congo n'y figurait pas tant en hommes qu'en dames. De quoi se poser la question de savoir : « qui a maudit le Congo ? Yann Ayessa, le président de la fédération congolaise de handball, visiblement, est fatigué de payer continuellement les pots cassés. Il en a marre de ne pas être conséquemment accompagné. On le sent vers la porte

de sortie. Son vice-président, lui affiche clairement sa déception tout en se sentant complètement lâché par tous.

Alors, c'est le handball qui recommence à naviguer dans le brouillard. Son image, décidément, ne cesse de se ternir et c'est le mandat de Yann Ayessa qui est en train de se terminer sur un goût d'inachevé. Mais cela rappelle tristement une vieille époque, vers la fin des années 80 où, pour « casser » le handball, il avait été organisé savamment un sabotage. Ainsi, comme on ne va pas au Ghana, la relance sera forcément très difficile surtout que l'ossature de l'équipe nationale dames est basée désormais sur la légion étrangère. Pauvre handball ! On ne peut pas ne pas s'empêcher de pleurer.

Georges Engouma